



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 15 SEPTEMBRE 1900.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2951

#### Nominations

##### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

###### *Nomination d'un syndic d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 5 septembre courant, 1900, de nommer M. John Buchanan, de Lévis, syndic d'écoles de la municipalité dissidente de Lévis, en remplacement de M. G. B. Ramsay, absent de la municipalité.

##### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

###### *Nomination d'un syndic d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 5 septembre courant, 1900, de nommer M. Alfred Connolly, syndic d'écoles pour la municipalité de Shipton, comté de Richmond, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré. 3329

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 15th SEPTEMBER, 1900

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2952

#### Appointments

##### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

###### *Appointment of a school trustee.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th of September instant, 1900, to appoint Mr. John Buchanan, of Lévis, school trustee of the dissident municipality of Lévis, to replace Mr. G. B. Ramsay, absent from the municipality.

##### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

###### *Appointment of a school trustee.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th of September instant, 1900, to appoint Mr. Alfred Connolly, school trustee for the municipality of Shipton, county of Richmond, to replace himself, his term of office having expired. 3330

No 1087 Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Nomination d'un commissaire d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 5 septembre courant, 1900, de nommer M. John Gabriel Hearn, bourgeois, de la cité de Québec, commissaire des écoles catholiques pour la cité de Québec, en remplacement de M. Thomas Gilehen, récemment décédé. 3327

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 5 septembre 1900, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Beauce, Joseph Larochelle, de Saint-Bernard, dans le comté de Dorchester. 3321

## Proclamations

Canada,  
Province de  
Québec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

## PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, Proc.-Général. **A**TTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 5662 des statuts révisés de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé sous la direction du Commissaire de la Colonisation et des Mines, un plan de chaque cité, ville ou village constitués en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1° Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;  
2° Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

3° Toute chose propre à faire comprendre le plan. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Commissaire peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée et le plan qui est signé par le Commissaire reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot, et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désigné en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en

No. 1087 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

*Appointment of a school commissioner.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th of September instant, 1900, to appoint Mr. John Gabriel Hearn, gentleman, of the city of Quebec, a member of the catholic school commission of the city of Quebec, to replace Mr. Thomas Gilehen, recently deceased. 3328

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th September, 1900, to associate to the commission of the peace for the district of Beauce, Joseph Larochelle, of Saint Bernard, in the county of Dorchester. 3322

## Proclamations

Canada,  
Province of  
Quebec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

## PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, Atty. General. **W**HEREAS, in virtue of the provisions of article 5662 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that the Commissioner of Colonization and Mines shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;  
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Commissioner may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Commissioner remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of

déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

" La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

" 2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du lieutenant-gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre comprise dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2163, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131, pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

" 2174a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2163 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises, et aux contrats,

parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" The description of an immovable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immovables indicated on such plan are bound to designate such immovables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected in the manner prescribed in article 2163, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of mortgages.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2174a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said

hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction un plan du canton Bois et d'une partie du canton Colbert, (savoir, la partie non déjà cadastrée dans la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf).

ET ATTENDU que les dit plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU qu'une copie des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Commissaire de la Colonisation et des Mines a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de PORTNEUF, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir: depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent;

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite province, a fixé le DIX-HUITIEME jour du mois de SEPTEMBRE courant, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de PORTNEUF, relativement au canton BOIS et à la susdite partie du canton COLBERT, faisant partie de la dite division d'enregistrement;

A CES CAUSES, Nous déclarons par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit DIX-HUITIEME jour du mois de SEPTEMBRE courant 1900, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de PORTNEUF, relativement au canton BOIS et à partie du canton COLBERT, (savoir, la partie non déjà cadastrée dans la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf); Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement du comté de PORTNEUF, relativement au canton BOIS et à la partie du canton COLBERT sus-décrite, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit DIX-HUITIEME jour du mois de SEPTEMBRE courant, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec; Témoins, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIEME jour du mois de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Assistant-secrétaire de la province.

plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable Commissioner of Colonization and Mines of Our province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, plan of the township Bois and of a part of the township of Colbert, (to wit, the partly already cadastered in the parish of Saint Raymond, county of Portneuf).

AND WHEREAS such plan and book of reference has been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Commissioner of Colonization and Mines, and remain of record in his office; AND WHEREAS copy of such plan and book of reference certified by the said Commissioner of Colonization and Mines, has been deposited in the office of the registrar of the registration division of the county of PORTNEUF, and there remain open to the inspection of the public, during office hours, that is to say: between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Commissioner of Colonization and Mines has, in every respect, complied with the provisions of the said article 5662 of the Revised Statutes of the province of Quebec, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the EIGHTEENTH day of the month of SEPTEMBER instant, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division of the county of PORTNEUF, respecting the township BOIS and of the said part of the township COLBERT, forming part of the said registration division;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said EIGHTEENTH day of the month of SEPTEMBER instant, 1900, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of PORTNEUF, respecting the township BOIS and of a part of the township of COLBERT, (to wit, the party already cadastered in the parish of Saint Raymond, county of Portneuf); And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of the county of PORTNEUF, respecting the township BOIS and of the said part of the township COLBERT under mentioned, to renew the same within the period of two years after the said EIGHTEENTH day of the month of SEPTEMBER instant, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTH day of the month of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-four year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Assistant provincial secretary.

Canada,  
Province de  
Québec.  
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.  
A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU que par *Proc. Génl.* l'article 2723 des statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, lorsqu'il le juge convenable pour les fins de l'administration de la justice, ordonner que la prison commune d'un district soit également la prison commune et la maison de correction d'un autre district ;

Et attendu qu'il est convenable pour les fins de l'administration de la justice que la prison commune du district de Québec, soit également la prison commune et la maison de correction du district de Kamouraska.

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons en vertu des dispositions du susdit article 2723 des dits statuts, qu'à partir de ce jour, la prison commune du district de Québec, sera également la prison commune et la maison de correction du district de Kamouraska.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,  
J. E. ROBIDOUX,  
Secrétaire de la province.

3343

Canada,  
Province de  
Québec.  
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU qu'en *Proc. Génl.* vertu des articles 2353 et 2354 des statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété : " que dans tout autre district que ceux de Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, le lieutenant-gouverneur peut, fixer de temps à autre, par proclamation, la tenue des termes de la cour de circuit pour tout comté ou district, et à chaque endroit du comté où il est tenu plus d'une cour de circuit, les époques de la tenue de ces termes, et le nombre de jours de chaque terme, qu'il peut, de la même manière, changer de temps à autre, les termes de sorte que pas moins de trois termes soient tenus

Canada,  
Province of  
Quebec.  
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.  
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS by ar *Atty. Genl.* ticle 2723 of the Revised Statutes of the province of Quebec, it is amongst other things enacted that the lieutenant-governor in council may, by proclamation, whenever he shall deem the same expedient for the purposes of the administration of justice, order that the common gaol of a district shall also be the common gaol of another district ;

And whereas it is expedient for the purposes of the administration of justice that the common gaol of the district of Québec, be also the common gaol of the district of Kamouraska.

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of Our said province of Québec, We have ordered and decreed and by these presents we do order and decree, in accordance with the provisions of the aforesaid article 2723 of the said statutes, that from and after this day the common gaol of the district of Québec, shall also be the common gaol of the district of Kamouraska.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this SEVENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By Command,  
J. E. ROBIDOUX,  
Provincial secretary.

3344

Canada,  
Province of  
Quebec.  
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **W**HEREAS in virtue *Atty. Genl.* of articles 2353 and 2354 of the revised statutes of the province of Québec, it is among other things enacted : " that in all the districts other than those of Montréal, Three Rivers, Saint Francis and Saint Hyacinthe, the lieutenant-governor may, by proclamation from time to time, fix the date of holding the terms of the circuit court for any county or district, and at each place, in any county wherein there is more than one place where a circuit court is held, the times at which such terms, shall be held and the number of days of each term, that he may, in the manner, from time to time, after the term so that

par année, dans tout district ou comté, excepté dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, où pas moins de deux termes par année doivent être tenus."

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Notre dite province, que le terme de la cour de circuit pour le comté de Maskinongé, siégeant à Louiseville, fixé au 1er et 2ème jours de septembre chaque année, soit fixé pour l'avenir aux dates suivantes, savoir : le premier et le deuxième jours d'octobre chaque année.

A CES CAUSES, et sous l'autorité des statuts ci-dessus cités, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons : que le terme de la cour de circuit pour le comté de Maskinongé, siégeant à Louiseville, fixé au 1er et 2 septembre, sera tenu à l'avenir les 1er et 2ème jours d'octobre chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : Témoin, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

3341

Assistant-Secrétaire Provincial.

Canada,  
Province de }  
Québec.  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } **A**TTENDU qu'en  
Proc. Génl. } vertu des articles  
2353 et 2354 des statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété : "que dans tout autre district que ceux de Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation, la tenue des termes de la cour de circuit pour tout comté ou district, et à chaque endroit du comté où il est tenu plus d'une cour de circuit, les époques de la tenue de ces termes, et le nombre de jours de chaque terme, qu'il peut de la même manière, changer de temps à autre, les termes de sorte que pas moins de trois termes soient tenus par année, dans tout district ou comté, excepté dans les comtés de Gaspé et Bonaventure où pas moins de deux termes par année doivent être tenus."

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis et le consentement du conseil exécutif de Notre dite province, que le terme de la cour de circuit pour le comté de Nicolet, siégeant à Nicolet, fixé au 10 et 11 septembre, soit à l'avenir fixé au 10 et 11 octobre chaque année.

A CES CAUSES, et sous l'autorité des statuts ci-dessus cités, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons : que le terme de la cour de circuit pour le comté de Nicolet, siégeant

not less than three terms shall be held in every year in any district or county, except in the counties of Gaspé and Bonaventure, in which not less than two terms shall be held in each year."

AND WHEREAS We have deemed expedient, by and with the advice and consent of the Executive Council of our said province, that the term of the Circuit Court for the county of Maskinongé, sitting at Louiseville, fixed at the 1st and 2nd days of September in each year, be in future fixed at the 1st and 2nd days of October in each year.

NOW KNOW YE that, under the authority of the statutes above cited, We have ruled and ordained, and by these presents do rule and ordain : that the term of the circuit court for the county of Maskinongé, sitting at Louiseville, fixed at the 1st and 2nd September, shall be held in future the 1st and 2nd days of October in each year.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this SEVENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

3342

Assistant Provincial secretary.

Canada,  
Province of }  
Québec.  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT } **W**HEREAS in virtue  
Atty. Génl. } of articles 2353  
and 2354 of the revised statutes of the province of Québec, it is among other things enacted : "that in all the districts other than those of Montreal, Three Rivers, Saint Francis and Saint Hyacinthe, the lieutenant-governor may, by proclamation, from time to time, fix the date of holding the terms of the Circuit Court for any county or district, and at each place in any county wherein there is more than one place where a circuit court is held, the times at which such terms shall be held and the number of days of each term ; that he may, in like manner, from time to time, alter the terms so that not less than three terms shall be held in every year, in any district or county, except in the counties of Gaspé and Bonaventure, in which not less than two terms shall be held in each year."

AND WHEREAS We have deemed it expedient by and with the advice and consent of the Executive Council of Our said province, that the term of the Circuit Court for the county of Nicolet, sitting at Nicolet, fixed at the 10th and 11th September, be in future fixed at the 10th and 11th October in each year.

NOW KNOW YE that, under the authority of the statutes above cited, We have ruled and ordained, and by these presents do rule and ordain : that the term of the Circuit Court for the county of

à Nicolet, fixé au 10 et 11 septembre, sera tenu à l'avenir les 10 et 11 octobre chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

3341 Assistant secrétaire de la province

Canada,  
Province de }  
Québec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, ) ATTENDU qu'en vertu  
Proc.-Géné. ) des articles 2353 et  
2354 des statuts refondus de la province de Québec, il est entre autres choses décrété : " que dans tout autre district que ceux de Montréal, Trois-Rivières, Saint-François et Saint-Hyacinthe, le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, fixer par proclamation, la tenue des termes de la cour de circuit pour tout comté ou district, et à chaque endroit du comté où il est tenu plus d'une cour de circuit, les époques de la tenue de ces termes, et le nombre de jours de chaque terme, qu'il peut, de la même manière, changer de temps à autre les termes de sorte que pas moins de trois termes soient tenus par année, dans tout district ou comté, excepté dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, où pas moins de deux termes par année doivent être tenus."

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, par et avec l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Notre dite province, que les termes de la cour de circuit pour le comté d'Ottawa, à Chénéville, soient fixés aux vingt, vingt et un et vingt-deuxième jours des mois de janvier et mai, et aux neuvième, dixième et onzième jours du mois d'octobre chaque année.

A CES CAUSES, et sous l'autorité des statuts ci-dessus cités, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons : que la cour de circuit pour le comté d'Ottawa, à Chénéville, sera tenue les vingtième, vingt-unième et vingt-deuxième jours des mois de janvier et mai, et les 9e, 10e et les 11e jours du mois d'octobre chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

Nicolet, sitting at Nicolet, fixed at the 10th and 11th September, shall be held in future on the 10th and 11th October in each year.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

3342 Assistant Provincial Secretary.

Canada,  
Province of }  
Quebec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, ) WHEREAS in virtue  
Atty-Gent. ) of articles 2353  
and 2354 of the revised statutes of the province of Quebec, it is among other things enacted : "that in all the districts other than those of Montreal, Three Rivers, Saint Francis and Saint Hyacinthe, the lieutenant-governor may, by proclamation from time to time, fix the date of holding the terms of the circuit court for any county or district and at each place, in any county wherein there is more than one place where a circuit court is held, the times at which such terms, shall be held and the number of days of each term ; that he may, in like manner, from time to time, alter the term so that not less than three terms shall be held in every year in any district or county, except in the counties of Gaspé and Bonaventure, in which not less than two terms shall be held in each year."

AND WHEREAS We have deemed expedient, by and with the advice and consent of the Executive Council of our said province, that the term of the Circuit Court for the county of Ottawa, sitting at Chénéville, be held on the twentieth, twenty-first and twenty-second days of the months of January and May, and on the ninth, tenth and eleventh days of the month of October in each year.

NOW KNOW YE, that under the authority of the statutes above cited, We have ruled and ordained, and do hereby rule and ordain : that the Circuit Court for the county of Ottawa, sitting at Chénéville, shall be held on the twentieth, twenty-first and twenty-second days of the months of January and May, and on the 9th, 10th and 11th days of the month of October in each year.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce HUITIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

3357

Assistant-secrétaire de la province.

Canada  
Province de }  
Québec  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEIZIÈME jour d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—SALUT.

#### PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEIZIÈME jour du mois d'AOUT mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE À QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce NEUVIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

2945

#### Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du huitième jour de septembre 1900, incorporant l'honorable Joseph Aldéric Ouimet, juge, Frédéric D. Monk, avocat et conseil de la Reine, Joseph U. Emard, avocat, tous trois de la cité et du district de Montréal; James Swail, bourgeois, de la

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN.

3358

Assistant provincial secretary.

Canada,  
Province of }  
Quebec.  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, you and each of you—GREETING.

#### PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear;

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this NINTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery, Québec.

2946

#### Government Notices

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the eight day of September, 1900, incorporating the Honorable Joseph Aldéric Ouimet, judge, Frédéric D. Monk, advocate and Queen's counsel, Joseph U. Emard, advocate, all three of the city and district of Montreal; James Swail, gentleman, of Côte des

Côte des Neiges, et Edouard Gohier, négociant, de la ville de Saint-Laurent, dans notre province de Québec, pour les fins suivantes, savoir :

(a) Pour acquérir, acheter, posséder, vendre et louer des terrains et autres propriétés immobilières propres pour le commerce, manufactures, magasins, dépôts, résidences.

(b) Pour développer et améliorer les dits terrains, construire des aqueducs pour l'utilité des dits terrains, construire, bâtir et maintenir sur iceux des bâtisses, magasins, dépôts et autres constructions qui pourront servir dans le but ci-dessus mentionné, en disposer pour tel autre but ou autrement, faire toutes sortes d'opérations de manufacture sur les terrains possédés par la dite compagnie ou dans les bâtisses construites sur iceux.

(c) Pour faire des avances à telles conditions et garanties qui pourront être convenues, à chaque personne ou personnes qui pourront louer ou acheter aucune partie quelconque des dits immeubles ou bâtisses.

(d) Pour construire des bassins, entrepôts, élévateurs sur les immeubles possédés par la dite compagnie, et de faire les affaires et opérations y appartenant, avec pouvoir de charger des impôts et rentes pour l'usage des dits bassins, entrepôts et élévateurs, suivant qu'il aura été convenu avec la dite compagnie, ses employés et agents, et aucune personne ou personnes faisant affaires avec la dite compagnie.

(e) Pour diviser en lots à bâtir tout ou en partie des immeubles possédés par la dite compagnie, et de se servir d'aucune partie pour les fins d'amusements en mettant à part une certaine partie de terre pour des parcs et autres fins, et de charger un prix d'entrée pour entrer sur les terrains de la dite compagnie.

(f) Pour disposer du dit terrain pour le meilleur avantage de la dite compagnie, et de faire passer tous les autres actes et conventions, affaires et choses en rapport ou avantageuses au profit de tous les dits objets ou partie d'iceux, sous le nom de "La Compagnie des Terrains de la Banlieue de Montréal", "(The Greater Montreal Land Company)", avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents actions (500) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce onzième jour de septembre 1900.

J. E. ROBIDOUX,  
Secrétaire provincial.

3355

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

#### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6985.

*Egan.*

1er rang de la rivière à l'Aigle.

Lots 13 et 14, à Theresa Milmore.

Adj. 6986.

*Northfield.*

Lots 20 et 21, du 5e rang, à Chs. Bertrand.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 6 septembre 1900.

3335

Neiges, and Edouard Gohier, trader, of the town of Saint Laurent, in our province of Quebec, for the following purposes, to wit :

(a) To acquire, purchase, possess, sell and lease lands and other property and real estate, suitable for trade, manufactures, stores, storehouses, residences.

(b) To develop and improve the said lands, construct, build and maintain upon the same, buildings, stores, storehouses and other constructions that may be used for the above purposes, dispose of the same for such other purposes or otherwise carry on all kinds of manufacturing operations on the lands held by the said company or in the buildings built thereon.

(c) To make advances upon such conditions and security as may be agreed upon, to any person or persons who may lease or purchase any portion whatever of the said real estate or buildings.

(d) To construct docks, warehouses and elevators on the real estate possessed by the said company, and to carry on the business operations appertaining thereto, with power to charge fees and rent for the use of said docks, warehouses and elevators, as may be agreed upon between said company, its employees and agents, and any person or persons dealing and doing business with said company.

(e) To divide into building lots the whole or part of the real estate possessed by said company, and to use any portion of it for amusement purposes by setting apart a certain portion of said land for parks and other purposes, and to charge an entrance fee to enter on the grounds of said company.

(f) To dispose of said land for the best advantages of the company, and to do and perform all other acts, deeds, matters and things incidental or conducive to the carrying out of all or any of said objects, under the name of "La Compagnie des Terrains de la Banlieue de Montréal", "(The Greater Montreal Land Company)", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred shares (500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this eleventh day of September, 1900.

J. E. ROBIDOUX,  
Provincial Secretary.

3356

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

#### PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6985.

*Egan.*

1st Eagle river range.

Lots 13 and 14, to Theresa Milmore.

Adj. 6986.

*Northfield.*

Lots 20 and 21, in the 5th range, to Chs. Bertrand.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 6th September, 1900.

3336

# EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL DE L'INDE.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DU CANADA.

Ottawa, 7 septembre 1900.

Avis est donné par le présent que les règlements, etc., concernant demande d'admission à l'examen pour le service civil de l'Inde, pour 1901, sont déposés au département du secrétaire d'Etat, aux secrétariats des diverses provinces et au bureau du secrétaire particulier de Son Honneur le lieutenant-gouverneur des territoires du Nord Ouest, où les candidats pourront les consulter.

Par ordre,

R. W. SCOTT,  
Secrétaire d'Etat.

3323

No. 2 67.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

## AVIS

*De demande d'annexion de lots, etc.*

Demande est faite d'annexer, pour les fins scolaires, les lots suivants du premier rang de "Linière" sud-est, comté de Beauce, savoir : Nos 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76 et 77 à la municipalité scolaire de la "paroisse" de Saint-Côme de Kennebec, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1901.

3337

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 12 septembre 1900.

Présent :—Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR en Conseil.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'ordonner que la Scottstown Mills Company soit autorisée, sous l'article 2972 f des Statuts refondus de la province de Québec, à prélever les taux de péage suivants sur le bois marchand passant sur les anclorations faites sur la rivière Salmon, savoir :

Vingt-cinq cents par mille pieds, mesure de planches.

3391

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil Exécutif.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 13 août 1900.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph Ernest Guertin, éc., notaire public, de la paroisse de Saint-Vital de Lambton, comté et district de Beauce, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feus David Octave Gastonguay et François S. A. Bélanger, en leur vivants éc., notaires publics, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.)

3065-5

J. E. ROBIDOUX,  
Secrétaire de la province.

## EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télé-

# EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE OF INDIA.

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE.

Ottawa, 7th September, 1900.

Notice is hereby given that the regulations, &c., governing the open competition for admission to the Indian civil service, for 1901, are filed in the department of the secretary of State, in those of secretaries of the several provinces and in the office of the private secretary of His Honor the Lieutenant Governor of the North West Territories, where they may be seen, by intending candidates.

By command,

R. W. SCOTT,  
Secretary of State.

3324

No. 1172.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE

*Of application for annexation of lots, &c.*

Application is made to annex, for school purposes, the following lots of the first range of "Linière", south east, county of Beauce, to wit : Nos. 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76 and 77 to the school municipality of the "parish" of Saint Côme de Kennebec, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1901.

3338

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 12th September, 1900.

Present : His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

His Honor the Lieutenant - Governor has been pleased to order that the Scottstown Mills Company be authorized, under article 2972 f of the R. S. P. Q., to levy the following tolls on the timber passing through their Salmon river improvements, viz :

Twenty-five cents per thousand feet, board measure.

3392

GUSTAVE GRENIER,  
Clerk of the Executive Council.

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 13th August, 1900.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, by Joseph Ernest Guertin, esquire, notary public, of the parish of Saint Vital de Lambton, county and district of Beauce, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late David Octave Castonguay and François S. A. Bélanger, esquires, public notaries, in their lifetime, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

3066

J. E. ROBIDOUX,  
Provincial Secretary.

## EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction

graphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un batardeau, éclusé, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traversée, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, villa, village ou autres municipalités; l'imposition d'une taxe locale, la division d'un comté, pour toutes autres lois que celles de la représentation au parlement ou d'un comté, le changement de site d'un chef lieu, ou d'un bureau local, les règlements concernant toute commune, le réarpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'une personne, ou ne rapporteraient aucune classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la présente.

54.—Avant d'adresser à la chambre une pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donner l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelques privilèges exclusifs ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les personnes qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il n'a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 100 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de

or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and one newspaper in the French language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the House, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending in private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the House, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of

la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE.

2947

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoir ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une contribution locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE.

2948

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clear and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désira éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.

Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent déclarer que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

2949

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

### Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que le Très Révérend William Bennett Bond, L. L. D., Lord Evêque du diocèse de Montréal, et le Rév. John George Norton, D. D., recteur de la Christ Church Cathedral, l'église paroissiale de Montréal, et MM. Percival Ridout Gault et William John Learmont, marguilliers de la dite église, et l'assemblée des paroissiens de la dite église s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour la passation d'un acte pour confirmer certaines conventions entre le lord évêque du diocèse de Montréal et le recteur de la Christ Church Cathedral, dans le dit diocèse, lesquelles conventions se rapportent aux droits et à la juridiction des dits évêque et recteur, et autres matières, dans la dite église, nécessaires pour faire servir la dite église comme cathédrale.

WHITE, O'HALLORAN & BUCHANAN,  
Solliciteurs des dits requérants.  
Montréal, 7 septembre 1900. 3331

Avis est par le présent donné que "The Mount Royal Cemetery Company" s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender et reviser les actes concernant la dite compagnie, donner à la dite compagnie le pouvoir de construire et mettre en opération un crématoire et faire des règlements pour l'administration d'icelui.

WHITE, O'HALLORAN & BUCHANAN,  
Solliciteurs de la dite compagnie.  
Montréal, 28 août 1900. 3193-3

### Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
No 6664.

Dame Anastasie D'Aunais, du canton de Stukeley, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Trefflé Auclair, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, Demanderesse;

vs.  
Le dit Trefflé Auclair, Défendeur;

et  
Moïse Fontaine et Julien Bergeron, tous deux cultivateurs, du dit canton de Stukeley, Tiers-Saisis.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, à Sweetsburg, le 25 mai 1900.

CHS. THIBAUT,  
Avocat de la demanderesse.  
3159-4

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time as the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

2950

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly

### Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the Right Reverend William Bennett Bond, L. L. D., Lord Bishop of the diocese of Montreal, and the Reverend John George Norton, D. D., rector of Christ Church Cathedral, the parish church of Montreal, and Messrs Percival Ridout Gault and William John Learmont, church wardens of the said church, and the vestry of the said church will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act to confirm certain agreements between the Lord Bishop of the diocese of Montreal and the rector of Christ Church Cathedral in the said diocese, which agreements have reference to the relative rights and jurisdictions of the said bishop and rector, and other matters, in the said church, and are necessary for facilitating the use of the said church for cathedral purposes.

WHITE O'HALLORAN & BUCHANAN,  
Solliciteurs for the said applicants.  
Montreal, 7th September, 1900. 3332

Notice is hereby given that "The Mount Royal Cemetery Company" will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend and revise the acts relating to the said company, and to give the said company power to erect and operate a crematorium and to provide regulations for the management thereof.

WHITE, O'HALLORAN & BUCHANAN,  
Solliciteurs for said company.  
Montreal, 28th August, 1900. 3194

### Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
No. 6664.

Dame Anastasie D'Aunais, of the township of Stukeley, in the district of Bedford, wife common as to property of Trefflé Auclair, of the same place, farmer, duly authorized to ester en justice, for the purpose hereof, Plaintiff;

vs.  
The said Trefflé Auclair, Defendant;

and  
Moïse Fontaine and Julien Bergeron, both of the township of Stukeley, farmers, Garnishes.

An action in separation as to bed and board (de corps et de biens) has been instituted in this cause, at Sweetsburg, on the 25th May, 1900.

CHS. THIBAUT,  
Attorney for plaintiff.  
3160

District de Québec. } Dans la Cour Supérieure.  
No 693.  
Adélina Petit, épouse commune en biens de Praxède  
Frédéric Juneau, cordonnier, de la cité de  
Québec, Demanderesse ;

vs.

Le dit Praxède Frédéric Juneau, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause.

J. A. ROCHETTE,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 5 septembre 1900. 3273-2

Province de Québec. } Cour Supérieure.  
District de Montréal. }  
No 3032.

Dame Alma Sigouin, épouse commune en biens de  
Cléophas Charpentier, menuisier, de la cité et du  
district de Montréal, et dûment autorisée à ester  
en justice, Demanderesse ;

vs.

Cléophas Charpentier, du même lieu,  
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée,  
ce jour, contre le défendeur.

RAOUL GUILBAULT,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 5 septembre 1900. 3285-2

Province de Québec. } Cour Supérieure.  
District d'Arthabaska. }

Marie-Anne Lègaré, de la paroisse de Sainte-Anas-  
tasia de Nelson, épouse de Joseph Edgar Lègaré,  
du même lieu, marchand, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Edgar Lègaré, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour,  
intentée contre le défendeur.

J. E. METHOT,

Procureur de la demanderesse.

Arthabaskaville, 27 juillet 1900. 3249-3

Province de Québec. } Cour Supérieure.  
District de Montréal. }  
No 2066.

Dame Mélina Cadieux, de la cité de Montréal,  
dans le district de Montréal, épouse commune en  
biens de Charles Desjardins, entrepreneur, du  
même lieu, a intenté, ce jour, une action en sépara-  
tion de biens contre son dit mari.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER  
& ST GERMAIN,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 18 août 1900. 3129-4

Province de Québec. } Cour Supérieure.  
District de Montréal. }  
No 238.

Dame Esther Lehrer, de la ville de Montréal, épouse  
commune en biens de Samuel Berlind, marchand,  
à ce, dûment autorisé, Demanderesse ;

vs.

Le dit Samuel Berlind, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée.

LAVALLEE &amp; LAVALLEE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 20 août 1900. 3137-4

## AVIS.

Dame Florence Annésie Tousignant, de la pa-  
roisse de Sainte-Sophie de Lévrard, a institué une  
action en séparation de biens contre son mari,  
Charles Borromée Poisson, commerçant, du même  
lieu, pendante devant la cour supérieure pour le  
district des Trois-Rivières, sous le No 44.

L. P. GUILLET,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 4 août 1900. 3107-5

District of Quebec. } In the Superior Court.  
No. 693.

Adélina Petit, wife common as to property of  
Praxède Frédéric Juneau, shoemaker, of the  
city of Quebec, Plaintiff ;

vs.

The said Praxède Frédéric Juneau, Defendant.  
An action for separation of property has been  
instituted in this cause.

J. A. ROCHETTE,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 5th September, 1900. 3274

Province of Quebec. } Superior Court.  
District of Montreal. }  
No. 3032.

Dame Alma Sigouin, wife common as to property  
of Cléophas Charpentier, joiner, of the city and  
district of Montreal, duly authorized to ester in  
justice, Plaintiff ;

vs.

Cléophas Charpentier, of the same place,  
Defendant.

An action in separation as to property has been  
instituted, this day, against the defendant.

RAOUL GUILBAULT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 5th September, 1900. 3286

Province of Quebec. } Superior Court.  
District of Arthabaska. }

Mary-Anne Lègaré, of the parish of Sainte-Anastasia  
de Nelson, wife of Joseph Edgar Lègaré, of same  
place, merchant, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Edgar Lègaré, Defendant.  
An action in separation as to property has been,  
this day, instituted against defendant.

J. E. METHOT,

Attorney for plaintiff.

Arthabaskaville, 27th July, 1900. 3250

Province of Quebec. } Superior Court.  
District of Montreal. }  
No. 2066.

Dame Melina Cadieux, of the city of Montreal, in  
the district of Montreal, wife common as to pro-  
perty of Charles Desjardins, contractor, of the same  
place, has, this day, instituted an action in separa-  
tion as to property against her said husband.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER  
& ST GERMAIN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 18th August, 1900. 3130

Province of Quebec. } Superior Court.  
District of Montreal. }  
No. 238.

Dame Esther Lehrer, wife common as to property  
of Samuel Berlind, both of the city of Montreal,  
merchant, and duly authorized, Plaintiff ;

vs.

The said Samuel Berlind, Defendant.  
An action in separation as to property has been  
instituted.

LAVALLEE &amp; LAVALLEE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th August 1900. 3138

## NOTICE.

Dame Florence Annésie Tousignant, of the parish  
of Sainte Sophie de Lévrard has instituted an  
action for separation of property against her hus-  
band, Charles Borromée Poisson, trader, of the  
same place, before the superior court for the dis-  
trict of Three Rivers, under No. 44.

L. P. GUILLET,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 4th August, 1900. 3108

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 178.

Dame Solomée Achin, épouse commune en biens  
de Gilbert Briau, cultivateur, de la paroisse de  
Laprairie, dans le district de Montréal, dûment  
autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Gilbert Briau, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée,  
ce jour, en cette cause.

BISAILLON & BROSSARD,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 31 août 1900. 3263-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 3030.

Dame Céline Vincelette, des cité et district de  
Montréal, épouse commune en biens de Alphonse  
Daigneault, journalier, du même lieu, à ce dûment  
autorisée, Demanderesse ;

vs.

Le dit Alphonse Daigneault, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée.

MEUNIER & MEUNIER,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 5 septembre 1900. 3281-2

Québec, }  
Province de Québec. } *Cour Supérieure.*  
District de Québec. }  
No 2497.

Dame Zélia Plamondon, de la paroisse de Saint-  
Raymond Nounat, épouse commune en biens de  
Charles Martel, du même lieu, à ce dûment auto-  
risée, Demanderesse ;

vs.

Le dit Charles Martel, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause.

P. CANTIN,  
Procureur de la demanderesse.  
[ Québec, 8 août 1900. 3171-4

Québec, }  
Province de Québec. } *Cour Supérieure*  
District de Québec. }  
No 2481.

Dame Jesse Row, de la paroisse de Saint-Romuald,  
épouse commune en biens de Arcade Lemieux,  
du même lieu, hôtelier, à ce dûment autorisée,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Arcade Lemieux, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause.

P. CANTIN,  
Procureur de la demanderesse.  
Québec, 8 août 1900. 3173-4

Québec, }  
Province de Québec. } *Cour Supérieure*  
District de Québec. }  
No 2489.

Dame Elise Couture, de la paroisse de Saint-  
Romuald, épouse commune en biens de Joseph  
Boulet, hôtelier et entrepreneur, du même lieu,  
à ce dûment autorisée, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Boulet, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause.

P. CANTIN,  
Procureur de la demanderesse.  
Québec, 8 août 1900. 3175-4

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 178.

Dame Solomée Achin, wife common as to property  
of Gilbert Briau, farmer, of the parish of La-  
prairie, in the district of Montreal, Plaintiff ;

vs.

The said Gilbert Briau, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been,  
this day, instituted in this cause.

BISAILLON & BROSSARD,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 31st August, 1900. 3264

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 3030.

Dame Celina Vincelette, of the city and district of  
Montreal, wife common as to property of Al-  
phonse Daigneault, laborer, of the same place,  
duly authorized, Plaintiff ;

vs.

The said Alphonse Daigneault, Defendant.  
An action in separation as to property has been  
instituted.

MEUNIER & MEUNIER,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 5th September, 1900. 3282

Québec, }  
Province of Quebec. } *Superior Court.*  
District of Québec. }  
No. 2497.

Dame Zélia Plamondon, of the parish of Saint Ray-  
mond Nounat, wife common as to property of  
Charles Martel, of the same place, duly authorized,  
Plaintiff ;

vs.

The said Charles Martel, Defendant.  
An action in separation as to property has been  
instituted in this cause.

P. CANTIN,  
Attorney for plaintiff.  
Quebec. 8th August, 1900. 3172

Québec, }  
Province of Québec. } *Superior Court.*  
District of Québec. }  
No. 2481.

Dame Jesse Row, of the parish of Saint Romuald,  
wife common as to property of Arcade Lemieux,  
of the same place, hotel keeper, duly authorized,  
Plaintiff ;

vs.

The said Arcade Lemieux, Defendant.  
An action in separation as to property has been  
instituted in this cause.

P. CANTIN,  
Attorney for plaintiff.  
Quebec, 8th August, 1900. 3174

Québec, }  
Province of Québec. } *Superior Court.*  
District of Québec. }  
No. 2489.

Dame Elise Couture, of the parish of Saint Romuald,  
wife common as to property of Joseph Boulet,  
hotel-keeper and contractor, of the same place,  
duly authorized, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Boulet, Defendant.  
An action in separation as to property has been  
instituted in this cause.

P. CANTIN,  
Attorney for plaintiff.  
Quebec, 8th August, 1900. 3176

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 805.

Cour Supérieure

Dame Lydia Deladurantaye, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Stanislas Rochon, briquetier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER  
& ST. GERMAIN,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 23 juin 1900.

3261-2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La Compagnie de Pulpe de Péribonka."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter et acquérir sur la rivière Petite Péribonka, ou tout autre endroit dans le comté du Lac Saint-Jean, des pouvoirs d'eau, des limites à bois et les terrains dont elle pourra avoir besoin pour construire les moulins et écluses nécessaires à la fabrication de la pulpe (pâte de bois) ;

(b) De produire de l'électricité, faire des installations pour l'éclairage à la lumière électrique dans le district du Lac Saint-Jean, dans la province de Québec ;

(c) De construire des bateaux à vapeur et des chalands destinés au transport de ses produits sur les rivières et le Lac Saint-Jean, ainsi qu'au commerce général dans le même district ;

(d) De construire et posséder des moulins à pulpe, à scie, à farine, faire le commerce général de bois scié et équarri ainsi que de dormants de chemin de fer, construire et posséder des magasins pour faire le commerce général et posséder, vendre ou louer, ou échanger des terrains, suivant les décisions du bureau de direction ;

(e) De faire tout ce qui est nécessaire, convenable et efficace pour les susdits objets.

3° La principale place d'affaires de la susdite compagnie sera à Roberval, dans la municipalité du village de Roberval, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de trente mille piastres (\$30,000.00).

5° Le dit fonds social sera divisé en trois cents actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms, résidence et profession des requérants sont comme suit : Thomas Du Tremblay, ingénieur-mécanicien, Roberval ; Pierre A. Potvin, commis, Roberval ; Arthur Du Tremblay, marchand, Roberval ; George Du Tremblay, étudiant, Québec ; Raoul Du Tremblay, cultivateur, Sainte-Anne la Pérade ; André E. Vallerand, marchand, Québec ; Edouard Allard, marchand, Québec ; Amédée Robitaille, M. P. P., avocat, Québec ; Charles A. Paquet, marchand, Québec ; Victor Filteau, manufacturier, Saint-Etienne, comté de Lévis ; Joseph L. Francoeur, commis-voyageur, Saint-Roch des Aulnais ; Arthur M. Deschêne, M. P., marchand de bois, Saint-Roch des Aulnais ; Nazaire Bernatchez, gouverneur de la prison, Québec ; Philippe Ancil, cultivateur, Sainte-Anne Pocatière ; Emile P. Hudon, cultivateur, Sainte-Anne Pocatière ; Numa Bernatchez, hôtelier, Campbellton.

7° Les directeurs provisoires de la dite Compagnie de Pulpe de Péribonka, sont : Thomas Du Tremblay, président, Roberval ; Pierre A. Potvin, secrétaire-trésorier, Roberval ; Arthur Du

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No 805.

Superior Court.

Dame Lydia Deladurantaye, of the city of Montreal, district of Montreal, wife common as to property of Stanislas Rochon, bricklayer, of the same place, has, this day, sued her husband for separation as to property.

BEAUDIN, CARDINAL, LORANGER  
& ST. GERMAIN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd June, 1900.

3262

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent in virtue of the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the petitioners and such others as may become shareholders of the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned to wit :

1. The proposed name of the company is "La Compagnie de Pulpe de Péribonka".

2. The objects for which its incorporation is sought are :

(a) To buy and acquire on the river Peribonka, or anywhere else in the county of Lake Saint John, water powers, timber limits and the lands it may need for the erection of mills and dams necessary for the fabrication of wood pulp ;

(b) To produce electricity, make the installations for lighting by electric light in the district of Lake Saint John, in the province of Quebec ;

(c) To build steamboats and barge intended for the conveyance of produce on the rivers and the Lake Saint John, as well as for the general trade in the same district ;

(d) To construct and own pulp mills, saw mills, grist mills, to carry on a general trade in sawed and squared lumber as well as in railway sleepers, to build and own stores for carrying on a general trade, and to own, sell, lease or exchange lots, according to the decisions of the board of management ;

(e) To do all that is necessary, suitable and efficacious for the aforesaid objects.

3. The principal place of business of the said company will be at Roberval, in the municipality of the village of Roberval, province of Quebec.

4. The proposed capital stock of the said company will be thirty thousand dollars (\$30,000.00).

5. The said stock will be divided into three hundred shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names, residence and profession of the petitioners are as follows : Thomas Du Tremblay, mechanical engineer, Roberval ; Pierre A. Potvin, clerk, Roberval ; Arthur Du Tremblay, merchant, Roberval ; George Du Tremblay, student, Quebec ; Raoul Du Tremblay, farmer, Sainte Anne la Pérade ; André E. Vallerand, merchant, Quebec ; Edouard Allard, merchant, Quebec ; Amédée Robitaille, M. P. P., advocate, Quebec ; Charles A. Paquet, merchant, Quebec ; Victor Filteau, manufacturer, Saint Etienne, Levis Co. ; Joseph L. Francoeur, traveling agent, Saint Roch des Aulnais ; Arthur M. Deschêne, M. P., lumber merchant, Saint Roch des Aulnais ; Nazaire Bernatchez, gaoler, Quebec ; Philippe Ancil, farmer, Sainte Anne Pocatière ; Emile P. Hudon, farmer, Sainte Anne Pocatière ; Numa Bernatchez, hotel keeper, Campbellton.

7. The provisional directors of the said "Compagnie de Pulpe de Péribonka", are : Thomas Du Tremblay, managing president, Roberval ; Pierre A. Potvin, secretary treasurer, Roberval ; Arthur Du

Tremblay, Roberval ; Charles A. Paquet, Québec ;  
Amédée Robitaille, M. P. P., Québec.

ROBITAILLE & ROY,

Procureurs des requérants.

Roberval, 4 septembre 1900.

3265-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et tels autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La Compagnie électrique de Rimouski".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont de posséder et exploiter des moulins, limites à bois, quais, vaisseaux à vapeur et à voile, de fournir la lumière ainsi que le pouvoir électrique, de construire et exploiter des aqueducs, de fournir l'eau, de faire en général le commerce de bois, de fabriquer et exploiter le ciment et la brique, d'acheter et vendre de la marchandise et acquérir les immeubles nécessaires pour les fins susdites.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville de Saint-Germain de Rimouski, dans le district de Rimouski, province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$100,000.00, divisé en 10,000 actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Thomas Lebel, de la ville de Fraserville, négociant, Joseph Norbert Pouliot, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, avocat, Denat Caron, membre du parlement provincial, Arthur C. Landry, marchand, et Joseph F. Demers, médecin, ces trois derniers de la paroisse de Saint-Octave de Métiis, tous sujets britanniques. Les directeurs provisoires de la dite compagnie seront les dits Thomas Lebel, Joseph Norbert Pouliot et Joseph Ferdinand Demers.

LOUIS G. DEMERS

Procureur des requérants.

95, rue Saint-Pierre,  
Québec, 30 août 1900.

3231-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être incorporée par lettres patentes en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera "The Quebec Terminal Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est :

(a) Faire le commerce de grains, d'éleveurs, d'expéditeurs, d'armateurs, de propriétaires de quais et de garde-magasin.

(b) Acquérir, acheter, louer, posséder, maintenir, réparer et louer des barges, bateaux, bateaux à vapeur, remorqueurs à vapeur et autres vaisseaux et de les utiliser, les maintenir et les mettre en opération autant qu'il sera nécessaire pour les fins des affaires de la compagnie mentionnées dans la clause a.

(c) Construire, réparer, maintenir, acquérir, acheter, posséder, tenir, louer et mettre en opération des tramways, ligne de télégraphe et de téléphone pour les fins des dites affaires et en rapport avec icelles.

(d) Acheter, louer, ériger et posséder, autant qu'il sera nécessaire pour aucune des susdites fins, les terres, quais, jetées, docks, entrepôts, bureaux,

Du Tremblay, Roberval ; Charles A. Paquet, Québec ;  
Amédée Robitaille, M. P. P., Québec.

ROBITAILLE & ROY,

Attorneys for petitioners.

Roberval, 4th September, 1900.

3366

Notice is hereby given that, within one month of the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for letters patent, constituting the petitioners and such others as may become shareholders, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed name of the company will be "La Compagnie Electrique de Rimouski."

2. The objects for which incorporation is sought, are to own and work mills, timber limits, wharves, steamships and sailing vessels, to furnish electric light and power, to build and operate water works, to furnish water, to carry on a general lumber trade, to make and deal in cement and brick, to buy and sell merchandize, and to acquire the real estate necessary for the said purposes.

3. The chief place of business of the said company will be in the town of Saint Germain de Rimouski, in the district of Rimouski, province of Quebec.

4. The capital stock of the company will be \$100,000.00, divided into 10,000 shares of ten dollars (\$10.00) each.

The full names, residences and calling of the petitioners are as follows : Thomas Lebel, of the town of Fraserville, trader ; Joseph Norbert Pouliot, of the town of Saint Germain de Rimouski, advocate ; Denat Caron, member of the Provincial Parliament ; Arthur C. Landry, merchant, and Joseph F. Demers, physician, the three latter of the parish of Saint Octave de Métiis, all british subjects. The provisional directors of the said company will be the said Thomas Lebel, Joseph Norbert Pouliot and Joseph Ferdinand Demers.

LOUIS G. DEMERS

Attorney for petitioners.

95, Saint Peter street,  
Quebec, 30th August, 1900.

3232

Public notice is hereby given that within one month after the last publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor in council, for the granting of a charter of incorporation under the joint companies incorporation act constituting them and such others as may hereafter become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent a body politic and corporate under the name and for the purposes hereafter mentioned :

1. The name of the company is to be "The Quebec Terminal Company."

2. The object for which incorporation, is sought is :

(a) To carry on the business of grain dealing and elevating, forwarding, shippers, wharfingers and warehousemen.

(b) To acquire purchase, charter, own, hold, repair and lease barges, boats, steamboats, steam tugs and other vessels and to utilize, maintain work and operate the same to the extent necessary for the purposes of the company's business mentioned in clause a.

(c) To build, repair, maintain, acquire, purchase, own, hold, lease and operate tramways, telegraph and telephone lines for the use and in connection with the business of the company.

(d) To purchase, rent, erect, hold and enjoy, so far as is necessary for any of the purposes aforesaid, such lands wharves, piers dock, warehouses, offices,

élévateurs ou bâtisses, et autres facilités au terminus et de les vendre, louer, hypothéquer et en disposer.

(e) Construire, ou aider et souscrire à la construction, maintien et amélioration de quais, élévateurs, entrepôts, chemins, docks, entrepôts de marine et autres bâtisses et travaux nécessaires ou en rapport aux objets de la compagnie.

(f) Acquérir la clientèle d'aucune affaire en rapport aux objets de la compagnie.

(g) Acquérir les franchises, privilèges, droits exclusifs, lettres patentes d'inventions ou droit de patente en rapport aux affaires d'élévateurs ou aux objets de la compagnie et toute licence pour l'usage d'iceux ou en disposer.

(h) Dans le but et autant qu'il sera nécessaire pour permettre à la compagnie d'employer avantageusement les bateaux, barges, vaisseaux, etc., mentionnés dans la clause b, d'acheter, vendre, emmagasiner et faire des avances sur grain, marchandises en bois, charbon, bétail et sur les produits forestiers, agricoles ou miniers, sur commission ou autrement.

(i) Acheter et acquérir autrement d'aucune personne ou compagnie toutes affaires en entier ou en partie semblables à celles de la compagnie telle que ci-dessus mentionnées et toutes terres, propriétés, privilèges, droits de contrats ou responsabilités appartenant à icelles, et de payer le prix d'icelles en entier ou en partie comptant, ou en entier ou en partie en actions payées de la compagnie.

(j) Acquérir des actions, stock ou débentures de toute autre compagnie ayant les mêmes objets ou en partie semblables à ceux de cette compagnie tels que la considération de biens, effets et marchandises vendus par cette compagnie à telle autre compagnie semblable dans le cours ordinaire des affaires.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$150,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 1500 et le montant de chaque action sera de \$100.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : Hon. Richard Reid Dobell, de la cité de Québec, marchand ; hon. John Sharples, de la cité de Québec, marchand ; Edson J. Chamberlin, de la cité d'Ottawa, gérant de chemin de fer ; Charles J. Smith, de la cité d'Ottawa ; agent général de fret ; Andrew W. Fleck, de la cité d'Ottawa, gentilhomme.

7° Les dits hon. Richard Reid Dobell, hon. John Sharples, Edson J. Chamberlin, Charles J. Smith et Andrew W. Fleck, dont la majorité sont sujets anglais, seront les premiers directeurs de la compagnie.

W. & A. H. COOK,  
Procureurs des requérants.

Rue Saint-Pierre.

Québec, 27 août 1900.

3241-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La Compagnie Pontbriand" (Limitée)

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont dans le but de faire des affaires comme manufacturiers d'engins et bouilloires, aggrès de fromageries et beurrieres, et toutes autres affaires ayant rapport à la mécanique ; et aussi comme agents manufacturiers, constructeurs de vaisseaux, et fabricants de tous ouvrages en fer, fonte, acier, cuivre et bois.

3° La principale place d'affaires de la dite compa-

eleators and other terminal facilities or buildings, and to sell, lease, mortgage and dispose of the same.

(e) To construct, or aid in and subscribe towards the construction, maintenance and improvement of wharves, elevators, warehouses, roads, docks, dock-yards and other buildings and works necessary or convenient for the purposes of the company

(f) To acquire the good will of any business within the objects of the company.

(g) To acquire, franchises, privileges, exclusive rights, letters patent of inventions, or patent right, in connection with the elevating business or the objects of the company and any licence to use or work the same and to sell or dispose of the same.

(h) For the purpose and to the extent necessary to enable the company profitably to employ the boats, barges, vessels, etc., mentioned in clause b, to buy, sell, bond and make advances on grain, lumber merchandise, coal, live stock, and on the products of the forest, field or mine, upon commission or otherwise.

(i) To purchase or otherwise acquire from any individual or company any business wholly or in part similar to those of the company as above set forth and any lands, property privileges, rights contracts or liabilities appertaining to the same, and to pay the price thereof wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid up shares, or in partly paid-shares of the company.

(j) To acquire shares, stock or debentures in any other company having objects all together or in part similar to those of this company as the consideration for goods, wares and merchandise sold by this company to such other similar company in the ordinary course of business.

3. The chief place or business of the company is to be at the city of Quebec, in the province of Québec.

4. The amount of capital stock of the company is to be \$150,000.00.

5. The number of shares is to be 1500 and be amount of each share is to be \$100.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants, are as follows : Hon. Richard Reid Dobell, of the city of Quebec, merchant ; Hon. John Sharples, of the city of Quebec, merchant ; Edson J. Chamberlin, of the city of Ottawa, railway manager ; Charles J. Smith, of the city of Ottawa, general freight agent ; Andrew W. Fleck, of the city of Ottawa, gentleman.

7. The said Hon. Richard Reid Dobell, Hon. John Sharples, Edson J. Chamberlin, Charles J. Smith and Andrew W. Fleck, the majority of whom are british subjects, are to be the first directors of the company.

W. & A. H. COOK,  
Attorneys for applicants.

Saint Peter street.

Quebec, 29th August, 1900.

3242

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council, in accordance with the law for the incorporation of joint stock companies, for letters patent constituting the petitioners and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The name of the proposed company is to be : "La Compagnie Pontbriand (Limitée)"

2. The objects for which incorporation is sought are : for the purpose of doing business as manufacturers of engines and boilers, plant for cheese and butter factories, and everything else connected with machinery ; and also as manufacturers agents, ship builders, and manufacturers of all articles in iron, cast-iron, steel, brass and wood.

3. The chief place of business of the said company

gnie sera en la cité de Sorel, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Arthur Edmond Pontbriand, mécanicien et manufacturier ; Joseph Emmanuel Albert Pontbriand, mécanicien ; Bruno Leclaire, commerçant ; Alexis Rondeau, mécanicien ; Joseph Thomas Hurteau, comptable, tous de la cité de Sorel, dans la province de Québec, et tous sont sujets anglais.

6° Que Arthur Edmond Pontbriand, Bruno Leclaire et Joseph Emmanuel Albert Pontbriand, trois des requérants ci-dessus nommés, seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

WURTELE & LACROIX,

Avocats des requérants.

Sorel, 20 août 1900.

3133-4

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER LAO CHAMPLAIN ET JONCTION SAINT-LAURENT.

Avis public est par le présent donné qu'une assemblée spéciale générale des actionnaires de la susdite compagnie aura lieu à l'Hôtel Windsor, dans la cité de Montréal, le deuxième jour d'octobre prochain, à midi, dans le but de prendre en considération toute action qui peut être prise par la compagnie de chemin de fer Montréal et Atlantique, concernant le bail du chemin de fer de cette compagnie à la compagnie de chemin de fer Sud-Est, et le revenu stipulé dans le dit bail.

JAS. O'HALLORAN,

Agissant secrétaire-trésorier.

Montréal, 21 août 1900.

3183-3

#### Avis de Faillites

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Austin & Robertson, de Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 770 du code de procédure civile, que, ce jour, je, John McD. Hains, de Montréal, comptable licencié, par ordre de la dite cour, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles des dits faillis dans cette affaire, abandonnés par eux, pour le bénéfice de leurs créanciers, lesquels sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi, dans mon bureau, bâtisses Fraser, 43, rue Saint-Sacrement, Montréal, sous trente jours.

JOHN McD. HAINS,

Curateur.

Montréal, 7 septembre 1900.

3339

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Dame Jen'a Seiden Rigaud,

Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 1er octobre 1900.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,

A. TURCOTTE,

Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.

Montréal, 15 septembre.

3353

is to be at the city of Sorel, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the said company is to be one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into a thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows: Arthur Edmond Pontbriand, machinist and manufacturer; Joseph Emmanuel Albert Pontbriand, machinist; Bruno Leclaire, trader; Alexis Rondeau, machinist; Joseph Thomas Hurteau, accountant, all of the city of Sorel, in the province of Quebec, all of whom are british subjects.

6. Arthur Edmond Pontbriand, Bruno Leclaire and Joseph Emmanuel Albert Pontbriand, three of the said applicants above named, are to be the first directors of the said company.

WURTELE & LACROIX,

Solicitors for petitioners.

Sorel, 20th August, 1900.

3134

LAKE CHAMPLAIN AND SAINT LAWRENCE JUNCTION RAILWAY COMPANY.

Public notice is hereby given that a special general meeting of the shareholders of the above company will be held at the Windsor Hotel, in the city of Montreal, on the second day of October next, at twelve o'clock noon, for the purpose of considering any action which may be taken by the Montreal and Atlantic Railway Company, respecting the lease of this company's railway to the South Eastern Railway Company, and the rental stipulated in said lease.

JAS. O'HALLORAN,

Acting secretary treasurer.

Montreal, 21st August, 1900.

3184

#### Bankrupt Notices

Canada, }  
Province of Québec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }

In the matter of Austin & Robertson, Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770 of the code of civil procedure, that, on this day, I, John McD. Hains, of Montreal, chartered accountant, was, by order of the said court, appointed to be curator to the property and effects, real and personal of the said insolvents in this matter, abandoned by them for the benefit of their creditors, who are hereby notified to file their claims with me, at my office, Fraser buildings, 43, Saint Sacrament street, Montreal, within a delay of thirty days.

JOHN McD. HAINS,

Curator

Montreal, 7th September, 1900.

3340

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Dame Jenta Seiden Rigaud,

Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 1st October, 1900.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. L. KENT,

A. TURCOTTE,

Joint curstors.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.

Montreal, 15th September, 1900.

3354

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* Alphonse Chicoine, Failli.  
Je, soussigné, comptable, de la cité de Montréal,  
a été dûment nommé curateur aux biens du dit  
failli, en date du 7<sup>e</sup> jour de septembre courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de pro-  
duire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à  
mon bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un  
délai de trente jours à compter du présent avis.

WM. RENAUD,  
Curateur.

15, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 7 septembre 1900. 3325

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Paris, Milne & Co., Montréal, P. Q.,  
Failli.

Avis est par le présent donné que la dite compa-  
gnie ci-haut nommée, a, le 6<sup>e</sup> jour de septembre,  
1900, fait un abandon judiciaire de ses biens pour  
le bénéfice de ses créanciers, au bureau du proto-  
notaire de la cour supérieure pour le district de  
Montréal, suivant la loi.

ARTHUR W. MILKS,  
Député gardien provisoire.

Bureau de Arthur W. Milks,  
33, rue Saint-Nicholas.  
Montréal, 7 septembre 1900. 3333

Province de Québec, }  
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de E. Lacombe & Cie, Chicoutimi,  
Insolvables.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a  
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objec-  
tion jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1900, après laquelle date  
ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 12 septembre 1900. 3369

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Arthur Vaillancourt, marchand,  
Sainte-Julienne, Failli.

Avis est par le présent donné que par un ordre  
de la cour, en date du 10 septembre 1900, nous  
avons été nommés curateurs aux biens du dit failli  
qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice  
de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à nos  
bureaux, dans un délai de trente jours à compter de  
la date du présent avis.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON,  
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways.  
Montréal, 12 septembre 1900. 3359

Province de Québec, }  
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Ferdinand  
Larouche, de Saint-Henri de la Pipe, marchand, a  
fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses  
créanciers, le 11<sup>e</sup> jour de septembre 1900, au bureau  
du protonotaire de la cour supérieure pour le dis-  
trict de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 12 septembre 1900. 3377

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* Alphonse Chicoine, Insolvent.

I, the undersigned, accountant, of the city of  
Montreal, have been appointed curator in the estate  
of said insolvent, in date of 7th day of September  
instant.

The creditors of said insolvent are requested to  
produce their claims, if they have not done so, at  
my office, No. 15, Saint James street, within thirty  
days from the present notice.

WM. RENAUD,  
Curator.

15, Saint James street.  
Montreal, 7th September, 1900. 3326

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Paris, Milne & Co., Montreal, P. Q.,  
Insolvents.

Notice is hereby given that the above named  
insolvent company has, on the 6th day of September,  
1900, made a judicial abandonment of this prop-  
erty for the benefit of their creditors, in the office  
of the prothonotary of the superior court for the  
district of Montreal, according to law.

ARTHUR W. MILKS,  
Deputy provisional guardian.

Office of Arthur W. Milks,  
33, Saint Nicholas street.  
Montreal, 7th September 1900. 3334

Province of Quebec, }  
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

In the matter of E. Lacombe & Cie, Chicoutimi,  
Insolvents.

A second and final dividend sheet has been  
prepared in this matter, and will be open to objec-  
tion until the 1st of October, 1900, after which  
date dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.  
Quebec, 12th September, 1900. 3370

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*

In the matter of Arthur Vaillancourt, marchand,  
Sainte-Julienne, Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the court,  
dated the 10th day of September, 1900, we were  
appointed joint curators to the insolvent estate of  
the said insolvent who has made a judicial abandon-  
ment of all his assets for the benefit of his credi-  
tors.

Claims must be filed at our office within thirty  
days from the date hereof.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON,  
Joint curators.

41, Street Railway Building.  
Montreal, 12th September, 1900. 3360

Province of Quebec, }  
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Ferdinand Larouche,  
of Saint Henri de la Pipe, marchand, has, on the  
11th September, 1900, made a judicial assignment  
of his property for the benefit of his creditors, at  
the prothonotary's office of the superior court  
according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu and Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 12th September, 1900. 3378

Province de Québec, }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Joseph Pelletier, Saint Samuel de  
Gayhurst, Insolvable.  
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un  
ordre de la cour, en date du 5 septembre 1900, j'ai  
été nommé curateur aux biens de cette succession.  
Toutes personnes ayant des réclamations contre  
cette succession sont requises de les produire devant  
moi, dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 12 septembre 1900. 3373

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Albert Bussière, Stanfold,  
Insolvable.  
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un  
ordre de la cour, en date du 11 septembre 1900, j'ai  
été nommé curateur aux biens de cette succession.  
Toutes personnes ayant des réclamations contre  
cette succession sont requises de les produire devant  
moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44 rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 12 septembre 1900. 3375

Province de Québec, }  
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Alex. Blais, Chicoutimi,  
Insolvable.  
Un deuxième et dernier bordereau de dividende  
a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objec-  
tion jusqu'au 1er octobre 1900, après laquelle  
date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
Québec, 12 septembre 1900. 3371

#### AVIS AUX CREANCIERS.

Dans l'affaire de "The Montreal Coldstorage and  
Freezing Co.," En liquidation.  
Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la  
cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé  
curateur dans cette affaire.  
Les créanciers sont requis de filer leurs réclama-  
tions devant moi sous trente jours.

A. W. STEVENSON,  
Curateur.

Banque de Toronto Chambers.  
Montréal, 12 septembre 1900. 3361

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Alex D. McGillis, de Montréal,  
Failli.  
Avis est par le présent donné que le dit insolvable  
a, le 4ième jour de septembre 1900, fait un abandon  
judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créan-  
ciers, au bureau du protonotaire de la cour supé-  
rieure pour le district de Montréal, suivant la loi.

C. A. McDONNELL,  
Agissant pour le gardien provisoire.  
Bureau de C. A. McDonnell,  
180, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 14 septembre 1900. 3385

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*  
In the matter of Joseph Pelletier, Saint Samuel de  
Gayhurst, Insolvent.  
Notice is hereby given that in virtue of an order  
of the court, dated 5th September, 1900, I have been  
appointed curator to this estate.  
All persons having claims against this estate are  
requested to file them with me, within thirty days  
from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.  
Quebec, 12th September, 1900. 3374

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
In the matter of Albert Bussière, Stanfold,  
Insolvent.  
Notice is hereby given that in virtue of an order  
of the court, dated 11th September, 1900, I have  
been appointed curator to this estate.  
All persons having claims against this estate are  
requested to file them with me within thirty days  
from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44 Dalhousie street,  
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.  
Quebec, 12th September, 1900. 3376

Province of Quebec, }  
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*  
In the matter of Alex. Blais, Chicoutimi,  
Insolvent.  
A second and final dividend sheet has been pre-  
pared in this matter, and will be open to objection  
until 1st October, 1900, after which date this  
dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 12th September, 1900. 3372

#### NOTICE TO CREDITORS.

In the matter of The Montreal Coldstorage and  
Freezing Co., In liquidation.  
I, the undersigned, Archibald W. Stevenson,  
of the city of Montreal, chartered accoutant, have  
been appointed liquidation in this matter.  
Creditors are requested to file their claims before  
me within thirty days.

A. W. STEVENSON,  
Liquidator.

Bank of Toronto Chambers,  
Montreal, 12th September, 1900. 3362

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of Alex D. McGillis, Montreal,  
Insolvent.  
Notice is hereby given that the above named  
insolvent has, on the 4th day of September, 1900,  
made a judicial abandonment of his property for the  
benefit of his creditors at the prothonotary's office  
of the superior court for the district of Montreal,  
according to law.

C. A. McDONNELL,  
Acting provisional guardian.  
Office of C. A. McDonnell,  
180, Saint James street.  
Montreal, 14th September, 1900. 3386

## Licitation

District de Montréal. }  
No. 2963. } Cour Supérieure.  
Dame Alice Vinet et c<sup>ie</sup>, } Demanderesse ;  
vs.  
Dame Delphine Vinet et c<sup>ie</sup> et al., } Défenderesse.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 7 septembre 1900, dans une cause dans laquelle Alice Vinet, épouse séparée quant aux biens de Charles A. Pariseault, avocat, de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, et le dit Charles A. Pariseault, du même lieu, pour autoriser son épouse, est Demanderesse, et Dame Delphine Vinet, du même lieu, épouse séparée quant aux biens de Jean-Baptiste Téléphore Jamin, et le dit Jean-Baptiste Téléphore Jamin, est mis en cause pour autoriser son épouse, et Dame Delphine Bougie, du même lieu, veuve d'Ephrem Vinet, en son vivant bourgeois, de la paroisse de Saint-Martin, en sa qualité de tutrice à Berthe Vinet, sa fille mineure, sont Défenderesses, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

A. Un emplacement avec maison et dépendances, situé dans la paroisse du Sault-au-Récollet, et connu sous le No 216, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse ; moins la partie sud-est de ce terrain entrant dans la terre de Charles Fabien Vinet—avec la grange dessus construite, de manière à ce que la ligne nord-ouest de démarcation de telle partie de terrain à être ainsi détaché du dit emplacement soit en ligne droite avec la ligne de la profondeur du reste ou de l'arrière partie nord-est de tel terrain, en néanmoins, pour avoir droit à l'arrière partie de tel terrain, ayant à transporter sur la propriété appartenant déjà à Charles Fabien Vinet, la grange qui se trouve érigée sur l'arrière partie du dit emplacement, et à cette condition le dit Charles Fabien Vinet devant faire abandon de l'arrière partie du dit emplacement.

B. Un autre emplacement avec maison et dépendances, situé dans la paroisse de Saint-Vincent de Paul, dans le district de Montréal, et connu sous le No 20, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE 1900, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, cour de pratique, à 10.30 heures A. M., sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

C. A. PARISEAULT,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 15 septembre 1900. 3367  
[Première publication, 15 septembre 1900.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## Licitation

District of Montreal. }  
No. 2963. } Superior Court.  
Dame Alice Vinet et c<sup>ie</sup>, } Plaintiff ;  
vs.  
Dame Delphine Vinet et c<sup>ie</sup> et al., } Defendant.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 7th September, 1900, in a cause in which Alice Vinet, wife separated as to property from Charles A. Pariseault, advocate, of the parish of Saint-Vincent de Paul, and said Charles A. Pariseault, of the same place, to authorize his said wife, is plaintiff, and Dame Delphine Vinet, of the same place, wife separated as to property from Jean Baptiste Téléphore Jamin, of the same place, is *mis en cause* to authorize his said wife, and Dame Delphine Bougie, of the same place, widow of the late Ephrem Vinet, gentleman, of the parish of Saint Martin, in her capacity of tutrix to Berthe Vinet, her minor daughter, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

A. One lot with house and dependencies, situated in the parish of Sault au Recollet, and known under No. 216, of the official cadastre of said parish, less the south eastern part of said lot, entering Charles Fabien Vinet's property—with barn thereon constructed, in order that the north-west line of division of said part of lot to be detached of said present lot must continue parallelly and in direct line with the depth line of the rest of said lot, or the rear north-east part of said lot, with the right to present parties or their successors, to detain said rear part of said lot by moving at their own expenses, on said C. F. Vinet's property the above said barn and make him at this condition abandon said part of lot.

B. Another lot with house and dependencies, situated in the parish of Saint Vincent de Paul, district of Montreal, and known under No. 20, of the official cadastre of said parish.

The properties above described will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SIXTEENTH day of OCTOBER, 1900, sitting the court, in the court room, in the court house of Montreal, practice division, at 10.30 a. m., subject in the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotaire of the said court ; and that any oppositions to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotaire of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

C. A. PARISEAULT,  
Plaintiff's attorney

Montreal, 15th September, 1900. 3368  
[First published, 15th September, 1900.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **EUGENE CREPEAU**,  
 No 25. } écuyer avocat, C. R.,  
 Demandeur ; contre **EDMOND POULIOT ET AL**,  
 Défendeurs.

Une terre sise et située dans le village d'Arthabaskaville, étant le numéro cinquante-deux, du cadastre officiel—avec les bâtisses dessus construites.

A la réserve cependant de l'aqueduc et des droits concédés à la fabrique Saint-Christophe.

Pour être vendue à mon bureau, au village d'Arthabaskaville, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE prochain à ONZE heures de l'avant-midi.

**P. L. TOUSIGNANT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Arthabaskaville, 12 septembre 1900. 3379  
 [Première publication, 15 septembre 1900.]

**Ventes par le Shérif—Bedford**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province de Québec, } **GEORGE F. BURNET**,  
 District de Bedford. } cultivateur, de la partie  
 No 6684. } est du canton de Farnham,  
 dans le district de Bedford, Demandeur ; contre  
 les terres et tenements de **THOMAS FARLEY**, du  
 village de Granby, dans le district de Bedford,  
 Défendeur.

Un certain lot sis et situé au côté nord de la rue Main, dans le village de Granby, district de Bedford, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-six (486), des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Granby ; borné en front par la rue Main, en arrière par la rue Saint-Jean, d'un côté par le lot 487, et de l'autre côté par le lot 485, du dit village de Granby—avec bâtisses et dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans le village de Granby, district de Bedford, le VINGTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

**CHAS. S. COTTON,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Sweetsburg, 11 septembre 1900. 3387  
 [Première publication, 15 septembre 1900.]

**Ventes par le Shérif—Montréal**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**  
 No. 1414. } **FRANCO-CANADIEN**,  
 corps politique et incorporé, ayant le siège principal de ses affaires en la cité et le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **DAME MATHILDE LAPIERRE**, de la cité et du district de Montréal, veuve de feu Joseph Baron, en son vivant commerçant, du même lieu, tant personnellement qu'en qualité de tutrice à son fils mineur Joseph Baron, issu de son mariage avec le dit feu Joseph Baron, Défenderesse.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court—District of Arthabaska*

Arthabaska, to wit : } **EUGENE CREPEAU**  
 No. 25. } Esquire, Q. C., Plaintiff;  
 against **EDMOND POULIOT ET AL**, Defendants.

A farm being and situate in the village of Arthabaskaville, being number fifty-two, of official cadastre—with the buildings thereon erected.

Reserving nevertheless the aqueduct and all rights thereto belonging, to Saint Christophe church wardens.

To be sold at my office, in the village of Arthabaskaville, on the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock A. M.

**P. L. TOUSIGNANT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Arthabaskaville, 12th September, 1900. 3380  
 [First published, 15th September, 1900.]

**Sheriff's Sales—Bedford**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court—District of Bedford.*

Province of Québec, } **GEORGE F. BURNET**,  
 District of Bedford. } of the east part of the  
 No 6684. } township of Farnham, in the  
 district of Bedford, farmer, Plaintiff ; against the  
 lands and tenements of **THOMAS FARLEY**, of the  
 village of Granby, in the district of Bedford,  
 Defendant.

A certain emplacement lying, being and situate on the north side of Main street, in the village of Granby and district of Bedford, known and distinguished as being lot number four hundred and eighty-six (486), of the official plan and book of reference of the said village of Granby ; bounded in front by Main street, in rear by Saint John street, on one side by lot 487, and on the other side by lot 485, of said village of Granby—with buildings thereon and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parish church door of Notre Dame de Granby, in the village of Granby and district of Bedford, on the TWENTIETH day of OCTOBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

**CHS. S. COTTON,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Sweetsburg, 11th September, 1900. 3388  
 [First published, 15th September, 1900.]

**Sheriff's Sales—Montréal**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**  
 No. 1414. } **FRANCO-CANADIEN**,  
 a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands of tenements of **DAME MATHILDE LAPIERRE**, of the city and district of Montreal widow of the late Joseph Baron, in his lifetime trader, of the same place, as well personally as in her quality of tutrix to her minor son Joseph Baron, issue of her marriage with the said late Joseph Baron, Defendant.

Saisi comme appartenant et en la possession de la dite défenderesse *es-nom et qualité* l'immeuble suivant, savoir :

Sur la défenderesse personnellement la moitié indivise, et sur la défenderesse *es-qualité* de tutrice à son enfant mineur, Joseph Baron, l'autre moitié indivise d'un certain lot de terre situé sur le niveau de la rue Champlain, dans le quartier Sainte-Marie, dans la dite cité de Montréal, connu et désigné comme le numéro quarante-sept (47), de la subdivision du lot numéro onze cent un (1101), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie—avec deux maisons et autres bâtisses dessus érigées ; le tout pour être vendu en bloc comme une seule et même exploitation.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 11 septembre 1900. 3351  
[Première publication, 15 septembre 1900.]

**MANDAT DE CURATEUR.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montréal, à savoir : **JOHN McD. HAINS**,  
No. 56. } comptable, des cité et  
district de Montréal, curateur et requérant, dûment  
autorisé sous l'article 879 du code de procédure  
civile de la province de Québec, comme curateur  
aux biens de **THOMAS W. BURDON**, Failli.

Des certains lots de terre sis et situés dans le quartier Saint-Gabriel, en la cité de Montréal ; bornés en front par la rue du Grand-Tronc, connus et désignés sous les numéros de subdivision quatre, cinq, six et sept, du lot numéro trois mille soixante et huit (3068-4, 5, 6, 7), et sous les numéros de subdivision quatre, cinq, six et sept, du lot numéro trois mille soixante-neuf (3069-4, 5, 6, 7), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, avec droit de passage en commun avec ceux y ayant droit dans une ruelle en arrière, communiquant avec la rue Soulanges, connue comme lot de subdivision trois, du lot numéro trois mille soixante-huit, trois, du dit lot numéro trois mille soixante-neuf des susdits plans—avec les bâtisses et dépendances dessus construites, et ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal 11 septembre 1900. 3347  
[Première publication, 15 septembre 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montréal, à savoir : **MEDEE LAMARCHE**,  
No. 1237. } A comptable, de la cité et  
du district de Montréal, Demandeur ; contre les  
terres et tenements de **HYPOLITE GOUGEON**,  
de la cité de Saint-Henri, dit district, Défendeur.

Un emplacement sis et situé en la cité de Saint-Henri, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro deux mille deux cent quarante-six (2246) ; borné en front par l'avenue Atwater, contenant quarante pieds de front (40) sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison en brique et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu dans mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif. Shérif.  
Montréal, 12 septembre 1900. 3383  
[Première publication, 15 septembre 1900.]

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant *es-nom et qualité*, the following lot, to wit :

On the defendant personally the undivided half, and on the defendant in her quality of tutrix to her minor child, Joseph Baron, the other undivided half of a certain lot of land situate on the alignment of Champlain street, in Saint Mary's ward, in the said city of Montreal, known and described as number forty seven (47), of the subdivision of lot number eleven hundred and one (1101), on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward—with two houses and other buildings thereon erected ; the whole to be sold together (*en bloc*) as one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 11th September, 1900. 3352  
[First published, 15th September, 1900.]

**CURATORS' WARRANT.  
FIERI FACIAS DE TERRIS**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : **JOHN McD. HAINS**, of the  
No. 56. } city and district of Montreal,  
accountant, curator and petitioner, thereto duly  
authorized under article 879 of the code of civil  
procedure of the province of Quebec, as curator to the  
property of **THOMAS W. BURDON**, Insolvent.

The certain lots of land situate and being in Saint Gabriel's ward, in the city of Montreal ; bounded in front by Grand Trunk street, known and described as subdivision numbers four, five, six and seven, of lot number three thousand and sixty-eight (3068-4, 5, 6, 7), and subdivision numbers four, five, six and seven of lot number three thousand and sixty-nine (3069-4, 5, 6, 7), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, with right of passage in common with the other parties entitled thereto in a lane in rear communicating with Soulanges street, known as subdivision lot three, of lot number three thousand and sixty-eight and three of the said lot number three thousand and sixty-nine, of the said plans—and with the buildings and dependencies thereon erected, and forming only one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 11th September, 1900. 3348  
[First published, 15th September, 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : **MEDEE LAMARCHE**,  
No. 1237. } A accountant, of the city  
and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands  
and tenements of **HYPOLITE GOUGEON**, of the  
city of Saint Henry, said district, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of Saint Henry, district of Montreal, known and described on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number two thousand two hundred and forty six (2246) ; bounded in front by Atwater-avenue, containing forty (40) feet in front by ninety feet in depth, english measure, more or less—with a brick house and other dependencies thereon erected.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 12th September, 1900. 3384  
[First published, 15th September, 1900.]

# **FIERI FACIAS DE TERRIS (C).**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : **THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA**, No 810, Demanderesse ; contre **LUDGER COUSINEAU ET AL.**, Défendeurs, et **J. U. Emard**, adjudicataire.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en cette cause, qui a eu lieu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le vingt-cinquième jour de mai dernier (1899), aura lieu de nouveau dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, à la revente de Joseph Ulric Emard, pour folle enchère, et le dit Joseph Ulric Emard est responsable à la demanderesse pour tous les intérêts, frais et dommages résultant du dit défaut de payer le dit prix d'achat, et aussi pour la différence entre le montant de son enchère et le prix à être réalisé par la revente, si ce prix est moindre.

Un dépôt de deux cents piastres (\$200.00) sera requis de chaque enchérisseur au moment de sa première enchère, suivant un jugement rendu le douzième jour d'octobre (1899).

**J. B. THIBAUDEAU.**

Bureau du Shérif, Montréal, 12 septembre 1900. [Première publication, 15 septembre 1900.]

# **FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : **ASPARD DESSERRES**, No 2160, comptable de la cité de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **J. A. SYLVA FRAPPIER**, architecte, et **J. O. ROSARIO FRAPPIER**, ingénieur, tous deux, le premier de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, et le dernier de la cité et du district de Montréal, Défendeurs.

1° Deux lots de terre sis et situés en la paroisse du Sault aux Récollets, dans le district de Montréal, connus sous les numéros vingt-quatre (24) et vingt-cinq (25), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault aux Récollets, sous le numéro trois cent un (301) ; borné en front par l'avenue du Bois de Boulogne—sans bâtisses.

2° Quatre lots de terre sis et situés en la paroisse du Sault aux Récollets, dans le district de Montréal, connus sous les numéros vingt-six, vingt-sept, vingt-huit et vingt-neuf (26, 27, 28, 29), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault aux Récollets, sous le numéro trois cent un (301) ; borné en front par l'avenue du Bois de Boulogne—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

**J. R. THIBAUDEAU.**

Bureau du Shérif, Montréal, 21 août 1900. [Première publication, 25 août 1900.]

# **FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : **LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN**, No 630, corps politique et incorporé, ayant le principal siège de ses affaires en la cité et le district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **HYPOLITE GOUGEON**, menuisier, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Défendeur.

1° Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame, en la cité de Sainte-Cunégonde, connu et désigné comme lot numéro deux mille trois cent soixante et dix-sept (2377), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites.

# **FIERI FACIAS DE TERRIS C.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : **THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA**, No. 810, Plaintiffs ; against **LUDGER COUSINEAU ET AL.**, Defendants, and **J. U. Emard**, adjudicataire.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this cause, which took place in my office, in the city of Montreal, on the twenty-fifth day of May last (1899), will take place again in my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon, at the resale of the said Joseph Ulric Emard, for false bidding, and the said Joseph Ulric Emard is liable to the plaintiff for all interests, costs and damages resulting from the said failure to pay the said purchase price, and also for the difference between the amount of his bid and the price to be realized by the resale, if such price be less.

A deposit of two hundred dollars (\$200.00) will be required from each bidder at the moment of his first bid, according to a judgment rendered on the twelfth day of October (1899).

**J. R. THIBAUDEAU,**

Sheriff's Office, Montreal, 12th September, 1900. [First published, 15th September, 1900.]

# **FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : **ASPARD DESSERRES**, No. 2160, accountant, of the city of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **J. A. SYLVA FRAPPIER**, architect, and **J. O. ROSARIO FRAPPIER**, engineer, both the first named of the town of Saint Louis, district of Montreal, and the last of the city and district of Montreal, Defendants.

1. Two lots of land situate and being in the parish of Sault aux Récollets, in the district of Montreal, known under the numbers twenty-four (24) and twenty-five (25), of the subdivision of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sault aux Récollets, under the number three hundred and one (301) ; bounded in front by Bois de Boulogne avenue—without buildings.

2. Four lots of land situate and being in the parish of Sault aux Récollets, in the district of Montreal, known under the numbers twenty-six, twenty-seven, twenty-eight and twenty-nine (26, 27, 28, 29), of the subdivision of the official lot known and designated in the official plan and book of reference of the parish of Sault aux Récollets, under the number three hundred and one (301) ; bounded in front by Bois de Boulogne avenue—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

**J. R. THIBAUDEAU.**

Sheriff's Office, Montreal, 21st August, 1900. [First published, 25th August, 1900.]

# **FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : **LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN**, No. 630, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **HYPOLITE GOUGEON**, joiner, of the city of Saint Henry, district of Montreal, Defendant.

1. A lot fronting on Notre Dame street, in the city of Sainte-Cunégonde, known and described as lot number two thousand three hundred and seventy-seven (2377), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, county of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

2° Un autre emplacement sis et situé en la dite cité de Sainte-Cunégonde ; borné en front par la rue Duvernay, connu et désigné comme lots numéros deux mille trois cent cinquante-deux (2352) et deux mille trois cents cinquante-trois (2353), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les bâties dessus construites.

3° Un autre terrain sis et situé en la cité de Montréal, au côté nord-est de la rue Sainte-Elizabeth, composé des lopins de terre numéros cinq (5), six (6), de la subdivision officielle du terrain primitif désigné sous le numéro trois cent soixante et seize (376), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, contenant chacun des dits lopins de terre vingt-quatre pieds et quatre pouces de largeur par le dit numéro cinq (5), une profondeur de cent deux pieds et trois pouces dans la ligne latérale sud, et cent deux pieds et quatre pouces dans la ligne latérale nord, et d'une lisière de terrain de neuf pieds et huit pouces de largeur par cent deux pieds et deux pouces de profondeur, étant la partie nord du lopin de terre connu et désigné sous le numéro quatre, de la dite subdivision officielle du dit terrain primitif numéro trois cent soixante et seize (376-4) ; bornée la dite lisière de terre comme suit, savoir : en front au nord-est par la rue Sainte-Elizabeth, en arrière par une ruelle commune de vingt pieds de largeur, du côté nord par le dit lopin de terre numéro cinq, (5-376), et du côté sud par le résidu du dit lopin de terre numéro quatre (4-376)—avec les bâties et les maisons érigées sur le dit terrain.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 22 août 1900. Shérif, 3161-2  
[Première publication, 25 août 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District of Montréal.*

Montréal, à savoir : M<sup>lle</sup> ALICE M. HAMILTON, des cité et district de Montréal, fille majeure, Demanderesse ; contre les terres et tenements de DAME JENNIE HAGGART, des cité et district de Montréal, veuve de feu James G. Parks, en son vivant du même lieu, photographe, tous deux personnellement et en sa qualité d'exécutrice testamentaire ; Thomas W. Burdon, du même lieu, comptable, en sa qualité de tuteur à Mabel Parks, enfant adopté du dit feu James G. Parks ; George McGarry, du même lieu, marchand de provisions, en sa qualité de curateur à la substitution créée en vertu du dit testament du dit feu James G. Parks ; Dame Orpha Ann Kenyon, de Battenville, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, veuve de feu Daniel Parks, en son vivant du même lieu ; Daniel Parks, de Kenton, dans l'Etat de Washington, un des Etats-Unis d'Amérique ; William W. Parks, de Temassachio, dans l'Etat du Mexique, un des Etats-Unis d'Amérique ; Dame Carrie A. Parks, épouse de Henry C. Reynolds, de South Glen Falls, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, et ce dernier dans le but d'autoriser sa dite épouse si nécessaire, tous deux personnellement et en sa qualité d'exécutrice testamentaire du dit feu Daniel Parks ; Dame Charlephine Ray, épouse de Forest R. Hatch, de Locheford, dans l'Etat de Californie, un des Etats-Unis d'Amérique, et le dit Forest R. Hatch afin d'autoriser sa dite épouse si nécessaire, et Anna C. Parks, fille majeure, de South Glen Falls, dans l'Etat de New-York, Défendeurs.

Ces deux lots de terre ou emplacements situés dans le quartier Saint-Laurent, dans la dite cité de Montréal, formant partie de la propriété connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier

2. Another lot situate and being in the said city of Sainte-Cunégonde ; bounded in front by Duvernay street, known and described as lot numbers two thousand three hundred and fifty-two (2352) and two thousand three hundred and fifty-three (2353), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

3. Another lot situate and being in the city of Montreal, on the north east side of Sainte Elizabeth street, composed of lots of land numbers five (5) and six (6), of the official subdivision of the primitive lot described as number three hundred and seventy-six (376), of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, each of the said lots of land containing twenty-four feet four inches in width by the said number five (5), a depth of one hundred and two feet and three inches on the line of the south side, and one hundred and two feet four inches on the line of the north side, and of a strip of land of nine feet eight inches in width by one hundred and two feet two inches in depth, being the north part of the lot of land known and described as number four, of the said official subdivision of the said primitive lot number three hundred and seventy-six (376-4) ; said strip of land bounded as follows, to wit : in front on the north east by Sainte Elizabeth street, on the rear by a common lane of twenty feet in width, on the north side by the said lot of land number five (5-376), and on the south side by the residue of the said lot of land number four (4-376)—with the buildings and houses erected on the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 22nd August, 1900. Sheriff, 3162  
[First published, 25th August, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District of Montréal.*

Montréal, to wit : M<sup>iss</sup> ALICE M. HAMILTON, of the city and district of Montréal, of the full age of majority, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME JENNIE HAGGART, of the city and district of Montréal, widow of the late James G. Parks, in his lifetime of the same place, photographer, both personally and in her capacity of executrix of his last will and testament ; Thomas W. Burdon, of the same place, accountant, in his quality of tutor to Mabel Parks, adopted child of the said late James G. Parks ; George McGarry, of the same place, provision merchant, in his quality of curator to the substitution created under the said will of the said late James G. Parks ; Dame Orpha Ann Kenyon, of Battenville, in the state of New York, one of the United States of America, widow of the late Daniel Parks, in his lifetime of the same place, Daniel Parks, of Kenton, in the state of Washington, one of the United States of America ; William W. Parks of Temassachio, in the State of Mexico, one of the United States of America ; Dame Carrie A. Parks, wife of Henry C. Reynolds, of South Glen Falls, in the State of New York, one of the United States of America, and the latter for the purpose of authorizing his said wife if needful, both personally and in her quality of executrix of the last will of the said late Daniel Parks ; Dame Charlephine Ray, wife of Forest R. Hatch, of Locheford, in the State of California, one of the United States of America, and the said Forest R. Hatch, to authorize his said wife if needful, and Anna C. Parks, spinster, of the age of majority, of South Glen Falls, in the State of New York, Defendants.

Those two certain lots of land or emplacements situate in the Saint Lawrence ward, in the said city of Montreal, forming part of the property known on the official plan and in the book of reference

comme lot numéro quarante-quatre (44), connu et désigné sur le plan officiel de subdivision du dit lot comme subdivisions numéros quatre-vingt quatre et quatre-vingt-cinq (84-85), mesurant ensemble cinquante-cinq pieds de largeur en front sur cent quatre pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; bornés en front par la rue Bleury, maintenant avenue Park, et en arrière par une ruelle, avec un passage à la rue Bleury, avec le droit d'entrée et de sortie dans la dite ruelle et passage—avec les quatre maisons à double logement surélevées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 août 1900. [Première publication, 25 août 1900.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montréal, à savoir : DAME FANNY CAROLINE GRANT DE LONGUEUIL, ci-devant veuve de Thomas McCarthy, en son vivant de New-York, et maintenant épouse de George Anthony Henri Dominique Gaston Fabret de Tinte, ci-devant capitaine au 18<sup>e</sup> régiment de ligne, Miss Hilda Mary Grant de Longueuil, fille majeure, Miss Olga Alma Grant de Longueuil, fille majeure, Miss Ethel Katrina Grant de Longueuil, fille majeure, Reginald d'Iberville Grant de Longueuil, Baron de Longueuil, gentilhomme, John Moore Charles de Bienville Grant de Longueuil, gentilhomme, tous de Pau, dans le département des Basses Pyrénées, dans la République de France, Demandeurs; contre les terres et tenements de BEAUMONT SHEPHERD, de la cité de Montréal, délaissé entre les mains de George H. Kernick, député protonotaire de Montréal, par acte de délaissement en date du 25 juillet dernier (1900), le dit George H. Kernick étant dûment nommé curateur aux dits immeubles, Défendeur.

Sept lots de terre situés dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal; bornés en front par la rue Rivard, étant les numéros cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et quatorze et soixante et quinze, de la subdivision du lot numéro primitif cent quatre-vingt-dix-huit, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans le district de Montréal—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 août 1900. [Première publication, 25 août 1900.]

of the said ward as lot number forty-four (44), known and designated on the official plan of subdivision of said lot as subdivisions numbers eighty-four and eighty-five (84-85), measuring together fifty-five feet in width in front by one hundred and four feet in depth, more or less, english measure; bounded in front by Bleury street, now Park avenue, and in rear by a lane, with a passage into Bleury street, with the right of ingress and egress through said lane and passage—with the four double dwelling houses thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 21st August, 1900. [First published, 25th August, 1900.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montréal, to wit : DAME FANNY CAROLINE GRANT DE LONGUEUIL, heretofore widow of Thomas McCarthy, in his lifetime, of New York, and presently wife of George Anthony Henri Dominique Gaston Fabret de Tinte, heretofore captain in the 18th Regiment of the line, Miss Hilda Mary Grant de Longueuil, spinster, Miss Olga Alma Grant de Longueuil, spinster, Miss Ethel Katrina Grant de Longueuil, spinster, Reginald d'Iberville Grant de Longueuil, Baron de Longueuil, gentleman, John Moore Charles de Bienville Grant de Longueuil, gentleman, all of Pau, in the province of the Lower Pyrenees, in the French Republic, Plaintiffs; against the lands and tenements of BEAUMONT SHEPHERD, of the city of Montreal, surrendered to George H. Kernick, deputy protonotary of Montreal, by deed of surrender dated 25th July last (1900), the said George H. Kernick, being duly appointed curator to the said immovables, Defendant.

Seven lots of land situate and being in Saint Denis ward, in the city of Montreal; bounded in front by Rivard street, being numbers fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty, seventy-four and seventy-five, of the subdivision of the original lot number one hundred and ninety-eight, on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, in the district of Montreal—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Montreal, 21st August, 1900. [First published, 25th August, 1900.]

#### Ventes par le Shérif—Ottawa

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : DAME ELIZABETH REILLY, ci-devant du township d'Eardley, dans le district d'Ottawa, et maintenant de la ville d'Aylmer, même district, veuve de feu Patrick Burns, en son vivant du dit township d'Eardley, Demanderesse; contre DAME ADELIN GIBSON, du township d'Eardley, veuve en premières nocces de feu Alexander Gibson, et en

#### Sheriff's Sales—Ottawa

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : DAME ELIZABETH REILLY, No. 53, heretofore of the township of Eardley, in the district of Ottawa, and now of the town of Aylmer, said district, widow of the late Patrick Burns, in his lifetime of the said township of Eardley, Plaintiff; against DAME ADELIN GIBSON, of the township of Eardley, widow by first marriage of the late Alexander Gibson, and

secondes noces de feu John Reilly, tous deux de leur vivant du township d'Eardley, dit district, Défenderesse, savoir :

La moitié indivise d'un morceau de terre, sise et située dans le canton d'Eardley, étant, le dit morceau de terre, la moitié est du lot connu et désigné au plan et dans les livres de renvoi officiels du cadastre du dit township d'Eardley, comme étant le lot numéro dix-sept a (17 a), du neuvième rang du dit township d'Eardley ; la dite moitié est du dit lot est bornée au nord par la ligne de division entre le neuvième et le dixième rang, au sud par le lot numéro dix-sept b (17 b), du dit neuvième rang, à l'est par le lot numéro seize du dit neuvième rang, et à l'ouest par la moitié ouest du dit lot numéro 17 a (17 a), du dit neuvième rang—avec les maisons et bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

GRONDIN & WRIGHT,

Bureau du Shérif,  
Hull, 18 août 1900.

[Première publication, 25 août 1900.]

Shérif.  
3149-2

by second marriage of the late John Reilly, both during their lifetime of the township of Eardley, district aforesaid, Defendant, to wit :

The one undivided half of a piece or parcel of land situate, lying and being in the township of Eardley, which said piece or parcel of land is the east half of the lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the said township of Eardley, as lot number seventeen a (17 a), in the ninth range of the said township of Eardley ; which said east half of lot is bounded to the north by the division line between the ninth and tenth ranges, to the south by lot number seventeen b (17 b), in the said ninth range, to the east by lot number sixteen, in the said ninth range, and to the west by the west half of said lot number seventeen a (17 a), in the said ninth range—with the buildings thereon erected, and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon,

GRONDIN & WRIGHT,

Sheriff's Office,  
Hull, 18th August, 1900.

[First published, 25th August, 1900.]

Sheriff.  
3150

entes par le Sherif—Québec

Sheriff's Sales—Quebec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **RODOLPHE JULES DEMERS**, courtier, des cité et district de Montréal, Demandeur ; vs **HUBERT SANCHE**, du même lieu, Défendeur ; et Camille Provost, entrepreneur, aussi du même lieu, Tiers-saisi ; et le dit défendeur, contestant ; et Georges Beaucage, entrepreneur, de la paroisse de Saint-Alban, dans le district de Québec, Intervenant ; et le dit demandeur et contestant, Contestant ; et Joseph Arthur Bernard, avocat, de la dite cité de Montréal, avocat distrayant de frais, le présent bref d'exécution a émané de la part de l'avocat distrayant de frais, Joseph Arthur Bernard, avocat, des cité et district de Montréal, dans une cause où Rodolphe Jules Demers, courtier, de la dite cité, était demandeur, Hubert Sanche, du même lieu, défendeur, Camille Provost, entrepreneur, aussi du même lieu, contestant, Georges Beaucage, de Saint-Alban, intervenant, et le dit demandeur et contestant, contestant, portant le No 372 des dessins de la cour supérieure pour le district de Montréal, contre Georges Beaucage, entrepreneur, de la paroisse de Saint-Alban, à savoir :

1<sup>o</sup> Le No 32 (trente-deux), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant une terre située en le quatrième rang de la seigneurie de Lachevrotière, connu sous le nom de "rang des Carrières", vulgairement, dans la dite paroisse de Saint-Alban—sans bâtisses, circonstances et dépendances.

2<sup>o</sup> Le No 59 (cinquante-neuf), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant un emplacement situé en le quatrième rang de la seigneurie de Lachevrotière, connu sous le nom du "rang des Carrières", vulgairement, dans la dite paroisse de Saint-Alban—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

3<sup>o</sup> Le No 60 (soixante), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant un emplacement situé en le quatrième rang de la seigneurie de Lachevrotière, connu sous le nom du "rang des Carrières", vulgairement, dans la dite

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **RODOLPHE JULES DEMERS**, broker, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; vs. **HUBERT SANCHE**, of the same place, Defendant ; and Camille Provost, contractor, also of the same place, garnishee ; and the said plaintiff, contesting ; and Georges Beaucage, contractor, of the parish of Saint-Alban, in the district of Quebec, intervening party, and the said plaintiff and contesting party contesting, and Joseph Arthur Bernard, advocate, of the said city of Montreal, advocate distracting for costs, the present writ of execution has issued on behalf of the advocate distracting for costs, Joseph Arthur Bernard, advocate, of the city and district of Montreal, in a suit wherein Rodolphe Jules Demers, broker, of the said city, was Plaintiff, Hubert Sanche, of the same place, Defendant, Camille Provost, contractor, also of the same place, contesting, Georges Beaucage, of Saint-Alban, intervening party, and the said plaintiff and contesting party, contesting, being No. 372 of the records of the superior court for the district of Montreal, against Georges Beaucage, contractor, of the parish of Saint-Alban, to wit :

1. Lot No. 32 (thirty-two), of the official cadastre of the parish of Saint-Alban, county of Portneuf, being a land situate in the fourth range of the seigniorie of Lachevrotière, commonly known by the name of *Rang des Carrières*, vulgarly, in the said parish of Saint-Alban—without buildings, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 59 (fifty-nine), of the official cadastre of the parish of Saint-Alban, county of Portneuf, being a lot situate in the fourth range of the seigniorie of Lachevrotière, commonly known by the name of *Rang des Carrières*, vulgarly, in the said parish of Saint-Alban—with buildings, circumstances and dependencies.

3. Lot No. 60 (sixty), of the official cadastre of the parish of Saint-Alban, county of Portneuf, being a lot situate in the fourth range of the seigniorie of Lachevrotière, commonly known by the name of *Rang des Carrières*, vulgarly, in the said parish of

paroisse de Saint-Alban—sans bâtisses, circonstances et dépendances.

4<sup>e</sup> Le No 61 (soixante-un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant un emplacement situé en le quatrième rang de la seigneurie de Lachevrotière, connu sous le nom de "rang des Carrières", vulgairement, dans la dite paroisse de Saint-Alban—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alban, comté de Portneuf, le TROISIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif,

Député Shérif.

Québec, 30 août 1900.

3211-2

[Première publication, 1er septembre 1900.]

### Ventes par le Shérif—Saguenay

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Court de Circuit.—District du Saguenay.*

Malbaie, à savoir : **NAPOLÉON ALFRED** No. 41. **DASYLVA**, marchand, du village de la Malbaie ; contre **GEORGE MURRAY**, actuellement résidant à Montréal, ci-devant de Saint-Irénée, savoir :

La moitié nord-est d'un emplacement étant partie du lot numéro quatre-vingt-deux (82), du cadastre officiel de la paroisse Saint-Irénée, contenant un quart d'arpent en superficie—avec bâtisses ; borné au nord à Michel Tremblay ou ses représentants, au nord-est à Bernard Duchaine, au sud-ouest à Adélard Girard, et au sud au chemin public.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse Saint-Irénée, le DIX SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif,

Shérif.

Malbaie, 10 septembre 1900.

3363

[Première publication, 15 septembre 1900.]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Court de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, dans le village de Stanstead Plain.*

Saint-François, à savoir : **DANIEL B. KEET**, No 576. **D** Demandeur ; contre les terres et tenements de **FREDERICK E. GUERTIN** dit **YERTAN**, Défendeur.

Certaines parties de terre sises et situées dans cette partie du canton de Magog, ci-devant formant partie du canton de Hatley, connues et désignées, premièrement, comme lot numéro neuf a (No 9 a), dans le treizième rang, et secondement, comme lot numéro neuf E (No 9 E), dans le douzième rang, sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Magog, formant autrefois parti du canton de Hatley, tel que le tout se trouve et se comporte—avec toutes les bâtisses y érigées et améliorations faites.

Saint Alban—without buildings, circumstances and dependencies.

4. Lot No. 61 (sixty-one), of the official cadastre of the parish of Saint Alban, county of Portneuf, being a lot situate in the fourth range of the seignior of Lachevrotière, commonly known by the name of *Rang des Carrières*, vulgarly, in the said parish of Saint Alban—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Alban, county of Portneuf, on the THIRD day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Quebec, 30th August, 1900.

3212

[First published, 1st September, 1900.]

### Sheriff's Sales—Saguenay

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit : **NAPOLÉON ALFRED** No. 41. **DASYLVA**, merchant, of the village of Malbaie ; against **GEORGE MURRAY**, now residing at Montreal, formerly of Saint Irénée, to wit :

The north east half of a lot being part of lot number eighty-two (82), of the official cadastre of the parish of Saint Irénée, containing one quarter of an arpent in area—with buildings ; bounded on the north by Michel Tremblay or his representatives, on the north east by Bernard Duchaine, on the south west by Adélard Girard, and on the south by the public road.

To be sold at the church door of the parish of Saint Irénée, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Malbaie, 10th September, 1900.

3364

[First published, 15th September, 1900.]

### Sheriff's Sales—St. Francis

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court, in and for the county of Stanstead, at the village of Stanstead Plain.*

Saint Francis, to wit : **DANIEL B. KEET**, No. 576. **D** Plaintiff ; against the lands and tenements of **FREDERICK E. GUERTIN** dit **YERTAN**, Defendant.

Those certain tracts or parcels of land situate and being in that part of the township of Magog, formerly constituting part of the township of Hatley, known and designated firstly, as the lot number nine a (No. 9 a), in the thirteenth range, and secondly, as the lot number nine E (No. 9 E), in the twelfth range on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Magog, formerly part of the township of Hatley, as the same is and extends—together with all the buildings betterments and improvements thereon erected and made.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice de Magog, dans la ville de Magog, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMER.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 12 septembre 1900. 3389  
[Première publication, 15 septembre 1900.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } ALEXANDRE RIN-  
No. 53. } FRET, Deman-  
deur ; vs. GILBERT VEILLET, fils de Joseph Jérémie, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant :

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Séverin de Proulxville, étant les lots des terres numéros cinq cent quarante et un (541) et cinq cent quarante-deux (542), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Tite, contigus et contenant ensemble quatre arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, prenant leur front à la rivière des Envies, et se terminant en profondeur aux terres de la Côte Saint-Paul, joignant d'un côté au nord est à Dame veuve Xavier Tiffault, et d'autre côté au sud-ouest à Olivier Ayotte—avec ensemble, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Séverin, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 8 septembre 1900. 3365  
[Première publication, 15 septembre 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME ELISE  
No. 353. } LEDUC ES-QUA-  
LITÉ, Demanderesse ; contre LOUIS BRIERE, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans le rang Saint-Louis sud, de la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel, étant le numéro cinq cent onze (511), des plans et livre de renvoi du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel—en bois debout.

2° La moitié indivise du lot de terre numéro cinq cent douze (512), des plan et livre de renvoi du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel, le dit lot de terre situé dans le rang Saint-Louis sud, de la dite paroisse—en bois debout.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel, le VINGT-SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 22 août 1900. 3165-2  
[Première publication, 25 août 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } STANISLAS THÉ-  
No. 1. } RIEN, Demandeur ;  
contre OLIVIER LAFOND, Défendeur, et Philippe Orphyr Poirier, curateur au délaissement.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrice de Magog, in the town of Magog, on the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMER.

Sheriff's office, Sheriff.  
Sherbrooke, 12th September, 1900. 3390  
[First published, 15th September, 1900.]

Sheriff's Sale—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } ALEXANDRE RIN-  
No. 53. } FRET, Plaintiff, vs.  
GILBERT VEILLET, son of Joseph Jérémie, Defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovables :

A lot situate in the parish of Saint Séverin de Proulxville, being lots of land numbers five hundred and forty-one (541) and five hundred and forty-two (542), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Tite, being contiguous and containing together four arpents in width by thirty arpents in depth, fronting on the river des Envies, and ending in rear at the lands of the Côte Saint Paul; bounded on one side to the north east by Mrs. widow Xavier Tiffault, and on the other side to the south west by Olivier Ayotte—with circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Séverin, on the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 8th September, 1900. 3366  
[First published, 15th September, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DAME ELISE LEDUC,  
No. 353. } ES QUALITÉ, Plaintiff ;  
against LOUIS BRIERE, Defendant.

1. A lot of land situate in Saint Louis range south, of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, being number five hundred and eleven (511), of the official plan and book of reference of the county of Champlain, for the said parish of Notre Dame du Mont Carmel—covered with standing timber.

2. The undivided half of lot number five hundred and twelve (512), of the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Champlain, for the parish of Notre Dame du Mont Carmel, the said lot of land being situate in Saint Louis range south, in the said parish—covered with standing timber.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre-Dame du Mont Carmel, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 22nd August, 1900. 3166  
[First published, 25th August, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } STANISLAS THERIEN,  
No. 1. } Plaintiff ; against OLIVIER LAFOND, Defendant, and Philippe Orphyr Poirier, curator to abandonment.

Sur le dit curateur au délaissement comme appartenant au dit défendeur :

Une terre située en la paroisse de Sainte-Brigitte des Saults, dans le rang sud-ouest sur l'île à la Fourche, contenant six arpents de front sur vingt arpents de profondeur, étant les numéros trente-sept, trente huit et quarante-deux (37, 38 et 42), du cadastre du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Sainte-Brigitte des Saults—avec les bâtisses dessus érigées. A distraire du dit lot numéro trente-huit (38), un morceau de terre de cinquante pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur—avec la maison y érigée appartenant à David Lafond, cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Brigitte des Saults.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Brigitte des Saults, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 22 août 1900. 3163-2  
[Première publication, 25 août 1900.]

Against the said curator to the abandonment as belonging to the said defendant :

A lot of land situate in the parish of Sainte-Brigitte des Saults, in the south west range of l'île à la Fourche, containing six arpents in front by twenty arpents in depth, being numbers thirty-seven, thirty eight and forty-two (37, 38 and 42), of the cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte-Brigitte des Saults—with the buildings thereon erected. To be taken from the said lot number thirty-eight (38), a piece of ground fifty feet in front by ninety feet in depth—with the house thereon erected, belonging to David Lafond, farmer, of the said parish of Sainte-Brigitte des Saults.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Brigitte des Saults, on the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 22nd August, 1900. 3164  
[First published, 25th August, 1900.]

## Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant gouverneur, conformément aux dispositions de la loi des Compagnies Minières de Québec, 63 Victoria, chapitre 33, pour obtenir des lettres patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique sous le nom et dans les buts suivants, savoir :

Le nom collectif incorporé sera "The Ingolf Gold Mining Company."

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'acquérir par achat, échange ou autrement des terres, propriétés situées dans Québec ou ailleurs, de les posséder, acheter, échanger, vendre et louer ; d'acquérir d'autres terres ou en faire le commerce autrement ou en disposer au comptant ou à rentes ou pour toute autre considération, lesquelles terres devant servir dans le but d'exploiter l'or, le fer et tous autres minéraux qui peuvent être trouvés dans et sur icelles, dans ce but et pour aucun autre objet de la compagnie ; de faire des contrats et compromis avec aucune personne ou personnes, corps incorporé et à telles termes et conditions qui peuvent être convenus pour les fins d'exploitation des dites terres minières tel que susdit.

Acheter des machines, matériaux et appareils nécessaires pour miner, mouler, fondre et traiter autrement les minéraux trouvés sur les dites terres et les convertir en produits de commerce ; employant pour cela la vapeur, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques ou aucun autre pouvoir moteur ; de vendre les produits des mines dans la Puissance du Canada ou ailleurs, et en général de faire toutes autres choses requises ou en rapport aux opérations de la dite entreprise.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec.

Le montant proposé du fonds social sera de \$1,000,000.

Le nombre d'actions sera de 1,000,000, et le montant de chaque action sera d'une piastre (\$1.00).

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Donald H. Loynachan, marchand, William Carlos Ives, avocat, tous deux de la cité de Montréal, dans la province de Québec ; Rufus Henry Pope, membre du parlement, et William Ward Bailey, gérant, tous deux de la ville de Cookshire, dans le comté de Compton, dans la pro-

## Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant-Governor, in accordance with the provisions of the Quebec Mining Companies, Act 63 Victoria, chapter 33, for letters patent incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic under the name and for the purposes following, namely :

The proposed corporate name to be the "Ingolf Gold Mining Company."

The purposes for which incorporation is sought are: to acquire by purchase, exchange or otherwise, lands, mines and estates situate in Québec or elsewhere, and the same to hold, purchase, exchange, sell or lease, and to purchase other lands or otherwise to deal with or dispose of for cash or upon rentals, or for any other consideration, and which lands are proposed to be used for the purposes of mining therefrom gold, iron and all other minerals as may be found therein or thereon, and for that purpose or for any other purposes of the company ; to enter into contracts and agreements with any person or persons, body or bodies corporate and upon such terms and conditions as may be agreed upon for the purposes of mining said lands as aforesaid.

To purchase machinery, materials and plant necessary for the mining, milling, smelting and otherwise treating the minerals found in the said lands and converting them into commercial products ; using therefor steam, water power, electricity or any other motive power ; to sell the products of the mines in the Dominion of Canada or elsewhere, and generally to do all other things that are requisite and incidental to the carrying on of the said undertaking.

The chief place of business of the said company is to be at the city of Sherbrooke, in the province of Québec.

The intended amount of the capital stock is \$1,000,000.

The number of the shares is to be \$1,000,000, and the amount of each share is to be of the value of one dollar (\$1.00).

The names in full and the calling and addresses of each of the applicants are as follows : Donald H. Loynachan, merchant, William Carlos Ives, advocate, both of the city and district of Montreal ; Rufus Henry Pope, member of Parliament, and William Ward Bailey, manager, both of the town of Cookshire, in the county of Compton, province of Québec,

vince de Québec; Robert Rogers, membre de l'Assemblée législative, de la ville de Portage du Rat, dans le district de Rainy River, dans la province d'Ontario.

Les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie seront :

Donald H. Loynachan, Rufus Henry Pope, William Ward Bailey, William Carlos Ives et Robert Rogers, tous résidents en Canada.

HENEKER & IVES,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 12 septembre 1900.

3397

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Malone & Robertson, limitée."

2° Les fins pour lesquelles cette incorporation est demandée sont de former une société commerciale sous la raison de Malone & Robertson, et de faire des affaires comme manufacturiers de cadres, de moulures; importateurs et détailliers de portraits, objets d'art, miroirs, vitres à magasin et fournitures pour cadres.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal et province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de cent parts, de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : William George Peyton Malone, de la cité de Montréal, marchand; William Frederic Robertson, de la cité de Montréal, marchand; Francis John Phillips, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, manufacturier; Hebert Bacon Phillips, de la dite cité de Toronto, manufacturier, et John Hyde, de la cité de Montréal, comptable licencié.

7° Les dits William George Peyton Malone, William Frederic Robertson et Francis John Phillips, seront les premiers directeurs provisoires de la dite compagnie, et sont tous résidents au Canada et sujet de Sa Majesté.

BLAIR & LAVERTY,

Procureurs des requérants.

Montréal, 13 septembre, 1900.

3395

## Avis du Gouvernement

### CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF.

Québec, 14 septembre 1900.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'ordonner que l'arrêté en conseil du 29 novembre 1894, (No 606), fixant à quatre-vingts cents par mille pieds le droit exigible sur les billots de pin d'un diamètre de onze pouces et de moindres dimensions, provenant de têtes d'arbres abattus sur les locations de coupe de bois, s'applique aux bois coupés durant la saison 1899-1900.

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier du Conseil Exécutif.

3405

and Robert Rogers, member of the legislative Assembly, of the town of Rat Portage, in the district of Rainy River, in the province of Ontario.

The first of provisional directors of the said company are to be :

Donald H. Loynachan, Rufus Henry Pope, William Ward Bailey, William Carlos Ives and Robert Rogers, all residing in Canada.

HENEKER & IVES,

Solicitors for applicants.

Montreal, 12th September, 1900.

3398

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is Malone & Robertson, Limited.

2. The purposes within the provision of the act for which incorporation is sought are to take over the business of the commercial firm of Malone & Roberson, and to carry on the business of manufacturers of picture frames and mouldings, importers and dealers in pictures, art goods, mirror plates, sheet glass and picture frame sundries.

3. The head office of the said company will be in the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is ten thousand dollars (\$10,000.00).

5. The number of shares is to be one hundred shares of the part value of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William George Peyton Malone, of the city of Montreal, merchant; William Frederick Robertson, of the city of Montreal, merchant; Francis John Phillips, of the city of Toronto, in the province of Ontario, manufacturer; Heber Bacon Phillips, of the said city of Toronto, manufacturer, and John Hyde, of the city of Montreal, chartered accountant.

7. The said William George Peyton Malone, William Frederick Robertson and Francis John Phillips, shall be the first provisional directors of the said company, and all of them are residents of Canada, and subjects of Her Majesty.

BLAIR & LAVERTY,

Attorneys for applicants.

Montreal, 13th September, 1900.

3396

## Government Notices

### EXECUTIVE COUNCIL CHAMBERS.

Quebec, 14th September, 1900.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased to order that the order in council of the 29th of November, 1894, (No. 606), fixing at eighty cents per thousand feet the dues chargeable on pine logs of a diameter of eleven inches or less, made out of the top of trees cut on timber limits, shall apply to lumber cut during the season of 1899-1900.

GUSTAVE GRENIER,  
Clerk of Executive Council.

3406

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 14 septembre 1900.

Présent :—Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de sanctionner, sous l'autorité de la section 6, paragraphe "C" de l'acte 58 Vict., ch. 22, le règlement suivant, savoir :

" Il est défendu à toute personne de chasser, tuer ou prendre le chevreuil dans le Parc National des Laurentides, pendant une période de cinq années, à compter de la publication du présent règlement dans la *Gazette Officielle*."

GUSTAVE GRENIER,  
Greffier Conseil Exécutif.

3407

## Avis de Faillites

In re Manly J. Johnson, du village de Granby, district de Bedford, Insolvable.

Avis public est par le présent donné que Manly J. Johnson, du village de Granby, dans le district de Bedford, commerçant, a, ce jour, fait un abandon judiciaire complet de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Bedford.

WALTER D. BRADFORD,  
Gardien provisoire.

Sweetsburg, 8 septembre 1900. 3401

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No 371.

Re Leonard E. Chamberlain, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, commerçant, Failli ;

et

Michael Mullins, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, rentier,  
Gardien provisoire.

Aux créanciers du dit failli.

Avis vous est donné que le dixième jour de septembre 1900, le dit failli a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Saint-François.

MICHAEL MULLINS,  
Gardien provisoire.

CAMPBELL & DESCHAMPS,  
Procureurs du gardien provisoire.  
Sherbrooke, 13 septembre 1900. 3399

## Nominations

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 12 septembre courant, 1900, de faire les nominations suivantes, savoir :

*Commissaires d'écoles.*

Comté de Drummond, Saint-Germain de Grant-ham.—M. Joseph Landry, fils de Jean, en remplacement de M. Louis Beauvais, qui a quitté la municipalité.

*Syndics d'écoles.*

Comté de Bonaventure, Cox.—M. Moïse Fulhem et M. Pierre Le Marquand, pour remplacer le premier, M. Ange Joseph, dont le mandat est expiré, et le second, M. Urbain Holmes, absent.

Sellarville.—Le Révd. Père Robert, O. M. I., pour remplacer M. James Kennedy, dont le terme d'office est expiré. 3393

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 14th September, 1900.

Present :—The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased to sanction, under the authority of section 6, paragraph "C" of the Act 58 Vict., ch. 22, the following regulation, namely :

" It is forbidden to any person to hunt, kill or take red deer in the Laurentides National Park, during a period of five years, from and after the publication of the present notice in the *Official Gazette*."

GUSTAVE GRENIER,  
Clerk Executive Council.

3408

## Bankrupt Notices

In re Manly J. Johnson, of the village of Granby, district of Bedford, Insolvent.

Public notice is hereby given that Manly J. Johnson, of the village of Granby, in the district of Bedford, trader, has, this day, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Bedford.

WALTER D. BRADFORD,  
Provisional guardian.

Sweetsburg, 8th September, 1900. 3402

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
No. 371.

Re Leonard E. Chamberlain, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, trader, Insolvent ;

and

Michael Mullins, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, gentleman,  
Provisional guardian.

To the creditors of the insolvent.

Take notice that on the tenth day of September, 1900, the said insolvent has filed his statement in the prothonotary's office of the district of Saint Francis.

MICHAEL MULLINS,  
Provisional guardian.

CAMPBELL & DESCHAMPS,  
Attorneys for provisional guardian.  
Sherbrooke, 13th September 1900. 3400

## Appointments

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 12th of September instant, 1900, to make the following appointments, to wit :

*School Commissioners.*

County of Drummond, Saint Germain de Grant-ham.—Mr. Joseph Landry, son of Jean, to replace Mr. Louis Beauvais, who has left the municipality.

*School trustees.*

County of Bonaventure.—M. Moïse Fulhem and Mr. Pierre Le Marquand, the former to replace Mr. Ange Joseph, whose term has expired, and the latter, to replace Mr. Urbain, absent.

Sellarville.—The Revd. Father Robert, O. M. I., to replace Mr. James Kennedy, whose term of office has expired. 3394

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 5 septembre 1900, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent, à la commission de la paix des districts suivants, savoir :

District d'Ottawa.—Léon Tessier, cultivateur ; Oswald Cousolle, commerçant ; William Palardy, cultivateur ; James McShear, cultivateur, du canton Ponsomby, comté de Labelle, adresse postale, "Glen Gordon" ; William Taylor, cultivateur, canton Buckingham, adresse postale "Masson, P. Q.", comté de Labelle ; John Patrick Logue, commerçant, canton Maniwaki, comté d'Ottawa.

District de Montmagny.—Néré Théberge, de Saint-Cajetan d'Armagh, cultivateur, du comté de Bellechasse.

District de Joliette.—Fulgence Riopel, maire de l'Épiphanie, Joseph Rivet, fils de Charles, Joseph Paré et Elisé Giguère, tous trois cultivateurs, de la paroisse de Saint-Sulpice, comté de l'Assomption.

District de Saint-Hyacinthe.—Cléophas Brodeur, cultivateur, de Saint-Hélène de Bagot, et Louis Léoturneau et Calixte Smith, même paroisse, comté de Bagot.

District de Montréal.—Alfred François-Xavier Vincent, secrétaire-trésorier de la ville de Saint-Louis, comté d'Hochelaga, et Clodomir Eugène Forest, agent et secrétaire-trésorier de la municipalité de De Lorimier, demeurant au No 679, avenue De Lorimier, comté de Maisonneuve ; George Hodge, marchand de fromage, de la Chambre de Commerce de Montréal ; Nelson Cowan Bickerdike, inspecteur de foire pour la ville de Montréal ; Louis Joseph Alexandre Miller, fabricant de gros, 1795, rue Sainte-Catherine, Montréal, et Gaston Maillet, chirurgien-dentiste, 162, rue Saint-Denis, Montréal.

District de Chicoutimi.—Philippe Bélanger, de Notre-Dame de la Doie, comté du Lac Saint-Jean.

District de Rimouski.—Philias Côté, marchand, de Saint-Octave, comté de Rimouski.

District d'Arthabaska.—Edouard Defoy, lieutenant-colonel et marchand, de Sainte-Anne du Sault, à l'endroit nommé Station Bulstrode, comté d'Arthabaska.

District de Québec.—William Power, commerçant de bois, de la cité de Québec ; Elie Frenette, cultivateur, de la paroisse de Saint-Leonard de Port Maurice ; Alexandre Fournier, charbon, Joseph Tessier, cultivateur, Louis Germain, cultivateur, George Lebœuf, cultivateur, et Joseph Anastase Lebœuf, cultivateur, tous de la paroisse de Saint-Casimir, comté de Portneuf ; John Gabriel Hearn, bourgeois, de la cité de Québec, et Aimé Bourrassa, propriétaire de maison de pension de la paroisse de Saint-Casimir, comté de Portneuf. 3403

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th of September, 1900, to associate the persons whose names following to the commission of the peace for the following districts, to wit :

District of Ottawa.—Léon Tessier, farmer ; Oswald Cousolle, trader ; William Palardy, farmer ; James McShear, farmer, of township Ponsomby, county of Labelle, post-office address, "Glen Gordon" ; William Taylor, farmer, township Buckingham, post office address "Masson, P. Q.", county of Labelle ; John Patrick Logue, trader, township Maniwaki, county of Ottawa.

District of Montmagny.—Néré Théberge, of Saint-Cajetan d'Armagh, farmer, of the county of Bellechasse.

District of Joliette.—Fulgence Riopel, mayor of l'Épiphanie, Joseph Rivet, son of Charles, Joseph Paré and Elisé Giguère, all three farmers, of the parish of Saint Sulpice, county of l'Assomption.

District of Saint-Hyacinthe.—Cléophas Brodeur, farmer, of Sainte-Hélène de Bagot and Louis Léoturneau and Calixte Smith, same parish, county of Bagot.

District of Montreal.—Alfred François Xavier Vincent, secretary-treasurer of the town of Saint Louis, county of Hochelaga, and Clodomir Eugène Forest, agent and secretary-treasurer of the municipality of De Lorimier, residing at No. 679, De Lorimier avenue, county of Maisonneuve ; George Hodge, dealer in cheese, of the Board of Trade of Montreal ; Nelson Cowan Bickerdike, hay inspector for the city of Montreal ; Louis Joseph Alexandre Miller, wholesale man acturer, 1795, Saint Catherine street, Montreal, and Gaston Maillet, dental surgeon, 162, Saint Denis street, Montreal.

District of Chicoutimi.—Philippe Bélanger, of Notre Dame de la Doie, county of Lake Saint John.

District of Rimouski.—Philias Côté, merchant, of Saint Octave, county of Rimouski.

District of Arthabaska.—Edouard Defoy, lieutenant colonel and merchant, of Sainte Anne du Sault, at the place called Bulstrode Station, county of Arthabaska.

District of Québec.—William Power, lumber merchant, of the city of Québec ; Elie Frenette, farmer, of the parish of Saint Leonard de Port Maurice ; Alexandre Fournier, wheel-wright, Joseph Tessier, farmer, Louis Germain, farmer, George Lebœuf, farmer, and Joseph Anastase Lebœuf, farmer, all of the parish of Saint Casimir, county of Portneuf ; John Gabriel Hearn, gentleman, of the city of Québec, and Aimé Bourrassa, boarding house keeper of the parish of Saint Casimir, county of Portneuf. 3404

# Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 37

- ANNEXION DE MUNICIPALITÉ : —** Demande d' : — Divers lots de Linière à Saint-Côme de Kennébec, comté de Beauce, 1762.
- ANNONCEURS : — Avis aux : —** Concernant avis, etc., 1753.
- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE DE LA : —** Lake Champlain and Saint Lawrence Junction Railway Coy, 1772.
- BILLS PRIVÉS, P. Q. : —** Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1764 ; Conseil législatif, 1762.
- DEMANDES A LA LÉGISLATURE : —** Christ church Cathedral, 1766 ; Mount Royal Cemetery Coy, 1766.
- EXAMEN POUR LE SERVICE CIVIL DE L'INDE, 1762.**
- FAILLIS : —** Austin & Robertson, 1772 ; Blais, 1774 ; Bussière, 1774 ; Chamberlain, 1786 ; Chicoine, 1773 ; Dme Rigaud, 1772 ; Johnson, 1786 ; Lacombe & Cie, 1773 ; Larouche, 1773 ; McGillis, 1774 ; Paris *et al*, 1773 ; Pelletier, 1774 ; The Montreal Coldstorage and Freezing Coy, 1774 ; Vaillancourt, 1773.
- LETTRES PATENTES, DEMANDE DE : —** Ingolf Gold Mining Coy, 1784 ; La Cie de Pulpe de Péribonka, 1769 ; La Cie Electrique de Rimouski, 1770 ; La Cie Pontbriand, 1771 ; Malone & Robertson, 1785 ; The Quebec Terminal Coy, 1770.
- LETTRES PATENTES ÉMIS : —** La Cie des terrains de la Baillie de Montréal, 1761.
- LICITATION : —** Dme Vinet *et vir* vs Dme Vinet *et vir et al*, 1775.
- MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT : —** De D. O. Castonguay & F. S. A. Bélanger à Jos. Ern. Guertin, 1762.
- NOMINATIONS : —** *Commissaires d'écoles : —* Cité de Québec, 1754 ; Comté de Drummond, 1786. *Juges de Paix : —* Districts de : — Arthabaska, 1787 ; Beauce, 1754 ; Chicoutimi, 1787 ; Joliette, 1787 ; Montmagny, 1787 ; Montréal, 1787 ; Ottawa, 1787 ; Québec, 1787 ; Rimouski, 1787 ; Saint-Hyacinthe, 1787. *Syndics d'écoles : —* Comté de Bonaventure, 1786 ; Municipalité Lévis, 1753 ; Shipton, 1753.
- ORDRES EN CONSEIL : —** Défense de chasser, tuer ou prendre le chevreuil, 1786 ; Droit exigible sur les billots de pin, 1785.
- PROCLAMATIONS : —** Cadastre : comté de Portneuf, 1755 ; Convocation des chambres *pro forma*, 1760 ; Prison commune : district de Kamouraska, 1757 ; Termes de la C. C. du comté de Maskinongé, 1757 ; Termes de la C. C. du comté de Nicolet, 1758 ; Termes de la C. C. du comté d'Ottawa, 1759.
- SÉPARATIONS DE BIENS : —** Dmes Achin vs Briau, 1768 ; Cadieux vs Desjardins, 1767 ; Couture vs Boulet, 1768 ; DeLadurantaye vs Rochon, 1769 ; Légiaré vs Légiaré, 1767 ; Lehrer vs Berlind, 1767 ; Petit vs Juneau, 1767 ; Plamondon vs Martel, 1768 ; Row vs Lemieux, 1768 ; Sigouin vs Charpentier, 1767 ; Tousignant vs Poisson, 1767 ; Vincelette vs Daigneault, 1768.

# Index of the Quebec Official Gazette, No. 37

- MUNICIPALITIES ANNEXED : —** Application for : — Several lots of Linière to Saint Côme de Kennébec, county of Beauce, 1762.
- ADVERTISERS : —** Notice to : — Respecting notices &c, 1753.
- SPECIAL GENERAL MEETING OF THE : —** Lake Champlain and Saint Lawrence Junction Railway Coy, 1772.
- PRIVATE BILLS, P. Q. : —** Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 1764 ; Legislative Council, 1762.
- APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : —** Christ church Cathedral, 1766 ; Mount Royal Cemetery Coy, 1766.
- EXAMINATION FOR THE CIVIL SERVICE OF INDIA, 1762.**
- INSOLVENTS : —** Austin & Robertson, 1772 ; Blais, 1774 ; Bussière, 1774 ; Chamberlain, 1686 ; Chicoine, 1773 ; Dme Rigaud, 1772 ; Johnson, 1786 ; Lacombe & Cie, 1773 ; Larouche, 1773 ; McGillis, 1774 ; Paris *et al*, 1773 ; Pelletier, 1774 ; The Montreal Coldstorage and Freezing Coy, 1774 ; Vaillancourt, 1773.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : —** Ingolf Gold Mining Coy, 1784 ; La Cie de Pulpe de Péribonka, 1769 ; La Cie Electrique de Rimouski, 1770 ; La Cie Pontbriand, 1771 ; Malone & Robertson, 1785 ; The Quebec Terminal Coy, 1770.
- LETTERS PATENTS GRANTED : —** The Greater Montreal Land Coy, 1761.
- LICITATION : —** Dme Vinet *et vir* vs Dme Vinet *et vir et al*, 1775.
- MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER : —** Of D. O. Castonguay & F. S. A. Bélanger to Jos. Ern. Guertin, 1762.
- APPOINTMENTS : —** *School commissioners : —* City of Québec, 1754 ; County of Drummond, 1786. *Justices of the Peace : —* Districts of : — Arthabaska, 1787 ; Beauce, 1754 ; Chicoutimi, 1787 ; Joliette, 1787 ; Montmagny, 1787 ; Montreal, 1787 ; Ottawa, 1787 ; Québec, 1787 ; Rimouski, 1787 ; Saint-Hyacinthe, 1787. *School trustees : —* County of Bonaventure, 1786 ; Municipality Lévis, 1753 ; Shipton, 1753.
- ORDERS IN COUNCIL : —** Prohibition to hunt, kill or take roebuck, 1786 ; The dues chargeable on pine logs, 1785.
- PROCLAMATIONS : —** Cadastre : county of Portneuf, 1755 ; Parliament convoked *pro forma*, 1760 ; Common gaole : district of Kamouraska, 1757 ; Terms of the C. C. of the county of Maskinongé, 1757 ; Terms of the C. C. of the county of Nicolet, 1758 ; Terms of the C. C. of the county of Ottawa, 1759.
- SEPARATIONS AS TO PROPERTY : —** Dmes Achin vs Briau, 1768 ; Cadieux vs Desjardins, 1767 ; Couture vs Boulet, 1768 ; DeLadurantaye vs Rochon, 1769 ; Légiaré vs Légiaré, 1767 ; Lehrer vs Berlind, 1767 ; Petit vs Juneau, 1767 ; Plamondon vs Martel, 1768 ; Row vs Lemieux, 1768 ; Sigouin vs Charpentier, 1767 ; Tousignant vs Poisson, 1767 ; Vincelette vs Daigneault, 1768.

**SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—**Dme D'Aunais vs Auclair, 1766.

**TERRES DE LA COURONNE :—***Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Egan, 1761 ; Northfield, 1761.

**TARIF DE PÉAGE :—**A prélever par la Scottstown Mills Coy, 1762.

**VENTES PAR LES SHERIFS :**

**ARTHABASKA :—**Crépeau vs Pouliot *et al*, 1776.

**BEDFORD :—**Barnet vs Farley, 1776.

**MONTREAL :—**Burdon, failli, 1777 ; Dme Grant de Longueuil vs Shepherd, 1780 ; Delle Hamilton vs Dme Haggart *et al*, 1779 ; Desserres vs Frappier *et al*, 1778 ; Lamarche vs Gougeon, 1777 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Gougeon, 1778 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme Lapierre, 1776 ; The Trust and Loan Company of Canada vs Cousineau *et al*, 1778.

**OTTAWA :—**Dme Reilly vs Dme Gibeon, 1780.

**QUÉBEC :—**Demers vs Sauche, 1781.

**SAGUENAY :—**Dasylla vs Murray, 1782.

**SAINT-FRANÇOIS :—**Keet vs Guertin, 1782.

**TROIS-RIVIÈRES :—**Dme Leduc *ès-qual.* vs Brière, 1783 ; Lafond vs Poirier, 1783 ; Rinfret vs Veillet, 1783.

**SEPARATION FROM BED AND BOARD :—**Dme D'Aunais vs Auclair, 1766.

**CROWN LANDS :—***Notice of cancellation, etc.* :—Townships Egan, 1761 ; Northfield, 1761.

**TARIFF TOLLS :—**To levy by the Scottstown Mills Coy, 1762.

**SHERIFF'S SALES :**

**ARTHABASKA :—**Crépeau vs Pouliot *et al*, 1776.

**BEDFORD :—**Barnet vs Farley, 1776.

**MONTREAL :—**Burdon, Insolvent, 1777 ; Dme Grant de Longueuil vs Shepherd, 1780 ; Delle Hamilton vs Dme Haggart *et al*, 1779 ; Desserres vs Frappier *et al*, 1778 ; Lamarche vs Gougeon, 1777 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Gougeon, 1778 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme Lapierre, 1776 ; The Trust and Loan Company of Canada vs Cousineau *et al*, 1778.

**OTTAWA :—**Dme Reilly vs Dme Gibson, 1780.

**QUÉBEC :—**Demers vs Sauche, 1781.

**SAGUENAY :—**Dasylla vs Murray, 1782.

**SAINT FRANCIS :—**Keet vs Guertin, 1782.

**THREE RIVERS :—**Dme Luduc *ès-qual.* vs Brière, 1783 ; Lafond vs Poirier, 1783 ; Rinfret vs Veillet, 1783.

